

POUR VENDRE LOUER ACHETER
LES ANNONCES CLASSÉES
647-3311

LE SOLEIL

Problème d'humidité et d'air vicié dans la maison?
CONSULTEZ
CMI **Miville**
ÉLECTRICITÉ • PLUMBING • CHAUFFAGE • CLIMATISATION
4820, 50 AVENUE EST CHARLESBOURG **626-0828**

JEUDI 7 FÉVRIER 1991

QUÉBEC, 96^e ANNÉE, NO 40
56 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLEAU

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3.50 T.P.S. 0.24 4.04 T.V.G. 0.30

RÉGIONS PÉRIPHÉRIQUES 60¢ Plus T.P.S. TV.G. 50¢ Plus T.P.S. TV.G.

LES ARTS

Céline Dion prouve qu'elle a de la graine d'actrice



L'avant-première de la série dramatique « Des fleurs sur la neige », dont les quatre épisodes seront diffusés à Radio-Canada en mars, prouve qu'en plus de chanter divinement, Céline Dion a

aussi de la graine d'actrice. **C-4**

AMBIANCES

Le second souffle des lecteurs de vidéodisques

Ce sont sans doute les amateurs d'opéra, de ballet et de concerts qui permettront enfin au vidéodisque de s'installer sur le marché de l'audio-vidéo. **C-1 et C-3**

L'ÉCONOMIE

REÉR

C'est bien le temps d'acheter ses REÉR

Les Canadiens n'ont pas sitôt commencé à se familiariser avec les ficelles des régimes enregistrés d'épargne-retraite qu'Ottawa a modifié les règles du jeu. **B-3 à B-8**

LA RÉGION

L'État suggère des égouts dans l'archipel Mingan

La Société québécoise d'assainissement des eaux a suggéré à Longue-Pointe-de-Mingan de déverser ses égouts dans les eaux de l'archipel de Mingan. **B-12**

LE SPORT

Loiselle sur le point de quitter Québec

L'entraîneur Chambers serait exaspéré par les demandes répétées de Claude Loiselle de changer de clan. Selon Chambers, ce dossier serait réglé aujourd'hui. **S-2**

L'INDEX

GÉNÉRAL	
Ambiances	C-1 à C-3
Annonces classées	C-7 à C-10
Arts	C-4 à C-6
Michel Corbeil	A-4
Jacques Dallaire	B-11
Décès	C-11
Économie	Cahier B
Éditorial	A-10
Information générale	A-5 à A-7 et C-11 et C-12
Les idées du jour	A-11
Le Monde	A-3, A-8, A-9
Où aller à Québec	C-4
Patron	C-10
Politique	A-4
Québec et l'Est québécois	B-11 et B-12

TABLOÏD

Bandes dessinées	S-18
Ce soir à la télé	S-19
Feuilleton	S-19
Météo	S-20
Mots croisés	S-17
Mot mystère	S-17
Sport	S-1 à S-17

LA MÉTÉO

Nuageux avec possibilité d'un peu de bruine verglaçante. Maximum: près de 0; minimum: près de -10. Demain: ensoleillé avec passages nuageux. **S-20**

Pour son rapprochement avec l'Irak

Bush met la Jordanie en garde

(AFP, Reuter, CP, NYTNS) — À la veille de la grande offensive terrestre alliée au Koweït, le président George Bush a rejeté hier l'appel de la Jordanie en faveur d'un cessez-le-feu dans la guerre du Golfe et a estimé que le roi Hussein faisait une erreur en se rapprochant encore davantage de l'Irak.

Le roi de Jordanie avait préalablement affirmé hier que les Alliés veulent détruire l'Irak et établir un nouvel ordre régional, et sont en train de commettre un immense crime contre l'Islam et les Arabes.

De son côté, l'Irak a annoncé sa décision de rompre, à partir d'hier, ses relations diplomatiques avec les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, et « les deux régimes au pouvoir » en Arabie Saoudite et en Égypte, a indiqué l'agence



officielle irakienne INA. Radio-Bagdad, entre-temps, a pour la troisième fois diffusé hier soir des messages, certains

d'entre eux codés, appelant notamment les « cellules révolutionnaires » dans le monde à frapper les intérêts des pays attaquant l'Irak.

À Riyad, le commandement conjoint des forces alliées manifeste sa confiance, en soulignant que le plan fixé au départ, visant la destruction des sites stratégiques d'abord (aéroports, communications, infrastructures militaires), puis les objectifs tactiques (rampes de missiles Scud, artillerie, concentrations de Gardes républicains...), a été respecté.

La majorité des Américains (54 % contre 40 %, il y a une quinzaine) s'attend quand même à ce que la guerre continue

Suite A-2, Bush...

L'Irak aurait acheté trois bombes atomiques **page A-3**

Quatre soldats se rendent à des journalistes **page A-3**

Joe Clark est prêt à marcher sur Bagdad **page A-3**



Entre deux exercices en prévision de la grande offensive terrestre, des soldats du 6^e Régiment de la 2^e division des Marines prennent quelques instants de repos à côté de leur tank.

Selon Ryan, le rapport Allaire est négociable

Le nouveau partage des pouvoirs proposé dans le rapport Allaire ne peut pas être à prendre ou à laisser, soutient le ministre Claude Ryan qui trouve par ailleurs raisonnable le délai prévu pour tenter d'en venir à une entente avec le Canada.

par ANDRÉ FORGUES
LE SOLEIL

Muet depuis une semaine, M. Ryan a répondu hier aux questions des reporters sur le nouveau projet constitutionnel du PLQ. « Sur la question des pouvoirs, il faut qu'il y ait un peu de matière à discussion là-dedans. Si ça devait être un catéchisme ferme comme le catéchisme du concile de Trente, je ne pense pas que ce serait réaliste en soi », dit-il.

La liste des pouvoirs réclamés doit donc être examinée attentivement de manière à bien voir « ce que ça implique exactement ». En environnement, par exemple, le rapport propose que Québec détienne une juridiction exclusive.

« La pollution des Grands lacs, allez-vous régler ça seulement avec des barrières? Je m'interroge là-dessus honnêtement et je pense que, si nous le faisons tous, nous arriverons à de meilleurs résultats que si nous proclamons des ukases à chaque parole que nous émettons. »

Il y a aussi la langue, qui devrait être du seul ressort de Québec, selon le comité Allaire. « Si nous conservons un régime fédéral, quelle serait la langue utilisée dans les institutions fédérales? Il faudrait évidemment y employer les deux langues officielles. Voici donc un secteur où il n'y aurait rien de totalement exclusif. »

M. Ryan explique qu'en ce qui le concerne, il essaie actuellement d'avancer avec ses collègues « dans un esprit de coopération et de respect. C'est la meilleure approche si vous voulez servir l'unité du parti et les meilleurs intérêts du Québec et du Canada. »

M. Ryan n'émet par ailleurs aucune objection contre l'échéance prévue pour la tenue d'un référendum, soit l'automne 1992. « Le congrès se prononcera là-dessus. Il faut une échéance tôt ou tard. Il n'y a rien de dramatique là-dedans à mon point de vue. »

Toutefois, le ministre refuse pour l'instant d'élaborer sur la possibilité que ce référendum porte sur la souveraineté. Il envisage plutôt la conclusion d'une entente avec le reste du Canada.

Suite A-2, Ryan...

Simulation du drame de Poly: panique à Jonquière

JONQUIÈRE (PC) — « Vous êtes des femmes, c'est pour ça que je suis de même! »

Tels ont été les propos tenus par un individu portant une cagoule et armé d'un revolver qui a fait irruption, un peu après 8 h hier, dans une classe du Cégep de Jonquière. Menaçant les étudiantes et étudiants de son arme, il a ensuite ordonné à tout le monde de se regrouper à l'arrière de la classe.

Il s'agissait en fait d'une simulation organisée dans le cadre d'un cours pour des étudiants de troisième année en travail social. L'enseignante, Sylvie Poisson, voulait ainsi créer une situation de crise afin de permettre aux étudiants d'intervenir.

La direction du Cégep de Jonquière de même que les autorités policières n'ont jamais

Suite A-2, Panique...

Même pour un ultime hommage à Lionel Faucher

Pas de caribou gratis pour les carnavaliers chez Ti-Père

Le fils de Ti-Père, M. Jocelyn Faucher, ne pourra rendre hommage à celui-ci en recevant pour une dernière fois les carnavaliers dans la célèbre « voûte » de la rue Sainte-Thérèse, à Québec. La Régie des permis d'alcool vient en effet de rejeter la demande de M. Faucher pour offrir gratuitement le traditionnel caribou aux visiteurs.

par RICHARD HÉNAULT
LE SOLEIL

Le fils de Ti-Père a d'ailleurs convoqué une conférence de presse en début d'après-midi aujourd'hui pour faire le point sur la situation. Des voisins de Ti-Père et la ville de Québec s'étaient opposés à ce qu'un permis soit délivré à M. Faucher. La régie a rendu sa décision mardi.

Durant plusieurs années, sans qu'aucune opposition ne se manifeste, la régie avait délivré à la Corporation du Carnaval un permis pour vendre le caribou. Ti-Père versait alors une redevance à la corporation.

Cette année, Jocelyn Faucher désirait rendre un der-

nier hommage à son père décédé en offrant gratuitement bière et caribou aux visiteurs.

Prévoyant accueillir environ 10 000 personnes, il entendait financer l'activité grâce à des commanditaires.

Devant la régie, M. Faucher, qui était représenté par Me Richard Bourgault, a fait valoir qu'en 33 ans, aucune

Suite A-2, Ti-Père...



Jocelyn Faucher derrière le bar de la célèbre voûte de Ti-Père.

TRUST PRÊT ET REVENU



Place d'Youville 692-1221
Charlesbourg 624-1221
Galerias de la Capitale 626-1221
Place de la Cité 652-1221

REÉR
INSAISSABLE

10 1/4%

15 mois*

Intérêt payable à l'échéance
incluant renouvellements

10%

1 an à 5 ans

Intérêt annuel et composé
(autres offres bonis non applicables)

Nouvelles contributions et transferts

Reçus d'impôts instantanés

REÉR

Suites de la première page

Bush...

L'Irak dure six mois ou davantage, mais leur soutien à l'engagement armé des États-Unis reste fort (78 % contre 75 % la dernière fois), indique un sondage rendu public hier soir par la chaîne de télévision américaine ABC.

À Ottawa, des porte-parole militaires ont fait valoir que les Canadiens servant dans des unités américaines et britanniques pourraient remplir des missions de bombardement en Irak et au Koweït et se battre au sol.

À Washington, le secrétaire d'État américain James Baker a pour la première fois esquissé ce que sera pour lui l'après-guerre, soit une présence militaire américaine continue dans la région du Golfe et la possibilité d'une aide internationale pour rebâtir l'économie de l'Irak.

Quatre avions irakiens

Sur le front, deux chasseurs irakiens Sukhoi 25 « Frogfoot » qui faisaient partie d'un groupe de quatre appareils de combat irakiens tentant de fuir vers l'Irak ont été abattus par des F-15E de l'US Air Force, a annoncé un porte-parole du commandement américain dans le Golfe. Les deux autres appareils, des chasseurs MiG 21, ont été enregistrés comme « probablement » abattus, a précisé le porte-parole.

C'est la première fois que des avions irakiens tentent de se rendre en Iran sont abattus par l'aviation alliée. Selon les Britanniques, « d'autres avions irakiens sont arrivés depuis mardi en Iran où leur nombre serait aujourd'hui supérieur à 110. »

Le cuirassé américain *Missouri*, naviguant dans le Golfe, est à nouveau entré en action pendant la nuit de mardi à mercredi contre des stations radar, des batteries d'artillerie et des bunkers irakiens situés au Koweït, selon des officiers américains à Riyad. Ils ont précisé que 21 obus ont touché une rampe de lancement de missiles SAM sol-air et une batterie anti-aérienne.

L'aviation alliée a frappé une base irakienne de lancement de missiles Scud, ont ajouté ces officiers, tandis que se poursuivait le pilonnage des positions de la Garde républicaine, au rythme d'un raid toutes les trois heures.

Selon le général Roquejeoffre, les troupes d'élite du président Saddam Hussein ont subi, depuis le début de la guerre, des pertes « de 20 à 30 % en moyenne ».

Le général américain Thomas Kelly a implicitement confirmé hier que l'objectif prioritaire des forces aériennes alliées était désormais les unités de la Garde républicaine irakienne, accédant ainsi la thèse d'une attaque terrestre prochaine.

Les Irakiens réagissent

Selon un porte-parole militaire à Riyad, les Irakiens ont de leur côté intensifié leur riposte aux bombardements alliés par une « volée » de missiles anti-aériens Sam, la plus « intense » depuis plusieurs jours. Toutefois, cette riposte « désordonnée et sans coordination » n'a touché aucun appareil, selon le commandant Irving.

L'Irak a annoncé hier soir que l'aviation alliée avait effectué 281 raids sur des « zones résidentielles » au cours des dernières 24 heures et affirmé avoir abattu « six objectifs aériens ennemis ». Bagdad a aussi annoncé avoir fait 40 morts et 38 blessés dans les rangs des forces alliées lors d'un bombardement d'artillerie le long de la frontière saoudienne.

L'arme du sommeil

Si les bombardements incessants ne peuvent éliminer les troupes d'élite irakiennes, au moins ils peuvent les tenir éveillées, heure après heure, nuit après nuit. Et cette privation de sommeil est devenue une arme non négligeable dans la guerre du Golfe.

La valeur des soldats dépend certes de ce qu'ils ont mangé mais aussi de la qualité de leur sommeil. Et les forces coalisées dans le Golfe en sont pleinement conscientes.

Elles essaient donc d'épuiser et de démoraliser la garde républicaine irakienne qui n'arrive plus à se reposer.

« Les bombardements ont pour objet de détruire le moral des soldats et de s'assurer que lorsque l'heure des combats viendra ils seront dans les pires conditions physiques possibles, déclare le capitaine britannique Niall Irving.

« L'objectif des bombardements n'est pas seulement de détruire les forces irakiennes mais de les empêcher de dormir. »

Pour Dave Dinges, expert des problèmes de perte de sommeil de l'Université de Pennsylvanie, « il ne fait aucun doute que ce harcèlement soit une arme efficace, psychologiquement et physiologiquement ».

Ti-Père...

plainte n'a été portée à son attention, pas même de la part de la ville de Québec. D'ailleurs, le 11 janvier, un inspecteur du service d'incendie de la ville a mentionné dans un rapport que tout était conforme aux normes.

Or, le même inspecteur, 12 jours plus tard, rédige un autre rapport dans lequel il souligne plusieurs défauts. D'autre part, l'avocat de M. Faucher avait même obtenu un rapport d'un électricien affirmant qu'aucune déféciosité n'était à signaler.

Appelé à s'expliquer, l'inspecteur du service d'incendie a soutenu que, dans le premier rapport, il considérait la voûte comme une « résidence privée ». Quand « on » lui a dit qu'il s'agissait d'un « édifice public », il y est retourné et lui a appliqué les normes beaucoup plus sévères de cette catégorie. Pourtant, a-t-il reconnu aux questions de Me Bourgault, il a toujours su qu'il se vendait des boissons alcooliques à cet endroit durant les précédents Carnavals.

« C'était le Carnaval... »

Quant au représentant de la division des permis au service d'urbanisme de la ville de Québec, il a expliqué que la « voûte » se trouve dans une « zone où les commerces de divertissement sont exclus ». En ce qui concerne les années antérieures, il a souligné que c'était le Carnaval qui faisait la demande pour vendre des boissons alcooliques et que lorsqu'il s'agit du Carnaval, « c'est exceptionnel et les normes habituelles ne s'appliquent pas ».

Les citoyens de la rue Sainte-Thérèse s'opposant à l'initiative de M. Faucher ont quant à eux dû reconnaître qu'ils allaient souvent s'amuser avec Ti-Père durant le Carnaval. Autant de voisins témoignant en faveur de M. Faucher ont souligné par ailleurs qu'ils ne sont nullement dérangés par le bruit ou la musique.

Dans sa décision, la régie mentionne qu'« en matière de sécurité du public, d'hygiène ou de salubrité, il n'y a pas de droits acquis ». Elle n'a pas non plus à se questionner sur la raison pour laquelle la « voûte » a toujours été considérée comme un « logement » avant le 23 janvier.

La seule chose qu'elle prend en considération, c'est que ce local est désormais un « édifice public » et qu'en conséquence, il ne répond pas aux exigences de la Loi sur la sécurité dans les édifices publics et du Code national du bâtiment.

Panique...

été informées de la simulation organisée par le professeur.

Et la simulation a tellement bien fonctionné que les étudiants, dont la très grande majorité est composée de filles, ont littéralement cru qu'il s'agissait d'une autre tragédie semblable à celle de Polytechnique. Les

étudiants, à qui la direction du cégep a fortement recommandé de ne pas parler aux journalistes, ont vécu des moments de panique.

« Le gars est entré en donnant un coup de pied dans la porte. Il disait toutes sortes de choses et nous ne savions pas qu'il s'agissait d'une simulation », a raconté une étudiante.

L'affaire a évidemment créé un climat de panique dans la classe. Des étudiants qui se trouvaient à l'extérieur du local pouvaient facilement voir le cagouillard menacer leurs camarades avec son revolver.

En quelques minutes, les policiers de la Sûreté municipale de Jonquières sont arrivés sur les lieux en croyant eux aussi qu'ils allaient vivre un scénario du même style que celui de Polytechnique.

« J'ai vu un policier appuyé sur sa voiture qui pointait son arme en direction de l'école. Un autre avait pris place à côté de la porte avec son fusil et attendait », reprend l'étudiante qui ne veut pas être identifiée.

Elle a confirmé que des copines de classe avaient été sérieusement affectées par cette intervention surprise : « Il y en a qui n'ont pas été capables de se lever. Elles ne sentaient plus leurs jambes et pleuraient », reprend-elle.

Après les événements, l'enseignante a tenté de rassurer les étudiants. Ils ont discuté de la situation et un policier s'est également entretenu avec le groupe. Selon les étudiants interrogés, même les policiers ont démontré une certaine nervosité devant un tel scénario.

Finalement, l'enquête de la Sûreté municipale de Jonquières a été fermée et aucune poursuite ne sera entreprise contre les auteurs de la simulation. Les policiers ont simplement demandé aux autorités du collège de les informer si jamais d'autres simulations étaient planifiées. Au moins quatre patrouilles ont été envoyées d'urgence dans le secteur.

« Le professeur ne pensait pas que la simulation allait prendre une telle ampleur. Elle nous avait dit que quelque chose allait se passer, mais n'avait fourni aucune précision sur ce qui devait arriver. Elle a révélé que depuis vendredi dernier, moment où elle a préparé le scénario, elle avait eu de la difficulté à dormir et s'interrogeait à savoir si elle devait nous avertir », a indiqué un porte-parole du groupe.

Les étudiants sont choqués. Ils croient que cette simulation n'arrive pas à un très bon moment et surtout, ne digèrent pas que la direction du collège leur ait interdit de parler aux journalistes.

L'enseignante, Sylvie Poisson, n'a pas voulu commenter cette affaire : « Nous nous sommes entendus avec la direction et ce sont eux qui doivent répondre aux journalistes », a précisé Mme Poisson.

Il a été impossible de savoir si les autorités du collège allaient prendre des sanctions contre l'enseignante. Tout indique que l'on tentera de faire oublier rapidement cette triste expérience pour les étudiants.

Ryan...

« Cela nous donne près de deux ans pour faire du bon travail. Si nous n'arrivons à rien en deux ans, nous aurons perdu et nous l'aurons mérité. »

Par ailleurs, M. Ryan indique qu'il participera dimanche à une réunion avec les dirigeants de son association de comté, dans Argenteuil, pour voir s'il serait opportun de proposer des amendements au rapport Allaire.

Enfin, il souligne qu'il aurait préféré que ce rapport fasse un bilan plus nuancé du passé. Il rappelle les conditions généralement propices qui, historiquement, ont permis le développement de la libre entreprise, des libertés fondamentales et de la solidarité sociale.

« Il ne se peut pas que le système dans lequel nous avons vécu aurait été tout à fait étranger à cela. Je serais enclin à dire que c'est un des résultats défavorables de l'expérience que nous avons faite ensemble depuis un siècle et demi. »

LA STATION ORBITALE SALIOUT 7

Saliout 7 utilise une orbite inclinée de 51,6° par rapport à l'Équateur



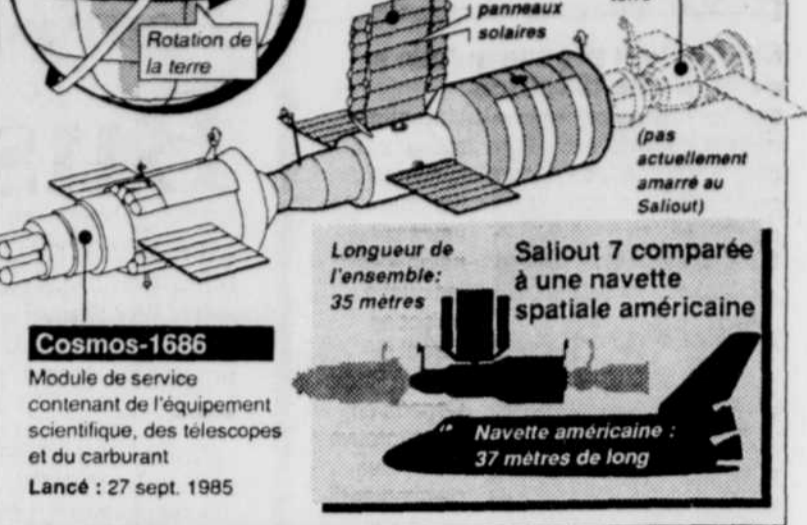
Depuis 1987, l'intense activité des taches du soleil a amené une légère expansion de l'atmosphère terrestre. La friction croissante a ralenti la station orbitale Saliout et provoqué son retour sur terre.

Saliout 7

Poids : 40 tonnes
Lancée : 19 avril 1982

Soyuz

Effectue le transport des équipages de et vers la terre



Longueur de l'ensemble: 35 mètres

Saliout 7 comparée à une navette spatiale américaine

Cosmos-1686

Module de service contenant de l'équipement scientifique, des télescopes et du carburant
Lancé : 27 sept. 1985

Navette américaine : 37 mètres de long

Sources: Almanac of Soviet Manned Space Flight par Dennis Newkirk; The Soviet Manned Space Program par Philip Clark

API/Le SOLEIL

Des débris de Saliout retombent au-dessus de l'Argentine

La station orbitale soviétique Saliout-7 a plongé dans l'atmosphère au-dessus de l'Argentine en toute fin de soirée hier et certains de ses débris semblaient sur le point de tomber sur des zones faiblement peuplées, a indiqué un porte-parole du NORAD à Colorado Springs (Colorado).

Le porte-parole du Commandement de la défense aérospatiale d'Amérique du Nord, le commandant Charles Connor, a déclaré qu'il ne semblait pas que des centres urbains soient menacés. Mais, a-t-il ajouté, les petites villes et villages ne figurent pas sur ma carte »

Il n'a pas donné de précisions sur la taille des débris de la station orbitale, qui pourraient s'écraser au sol.

Il avait tout d'abord été envisagé que des éléments de Saliout 7 et de son module de service Cosmos 1686 retomberaient en Méditerranée. Mais les coordonnées de l'orbite décrite par la station orbitale changeaient constamment et compliquaient les prévisions.

Des experts soviétiques ont évoqué la possibilité de morceaux pesant jusqu'à trois tonnes.

Les autorités soviétiques ont à plusieurs reprises affirmé qu'il n'y avait pas d'éléments radioactifs à bord de Saliout 7 et de Cosmos 1686.

Précurseur de la station Mir, Saliout 7 avait été lancée en 1982. D'un poids total de 43 tonnes, elle a accueilli de nombreux astronautes (jusqu'à six en même temps) jusqu'à sa mise « à la retraite », en 1986.

PROCUREZ-VOUS VOTRE BILLET CONDO SOLEIL ET COUREZ LA CHANCE DE

GAGNER

UN
CONDOMINIUM
à
Waterside Village
Palm Beach
valeur de 100 000 \$ CDN

OU
UN CONDOMINIUM
au bas des pentes de la station
touristique
STONEHAM
valeur de 100 000 \$ CDN

OU
80 000 \$
EN
ARGENT



SEULEMENT
4000
BILLETS
OFFERTS AU PRIX DE
100 \$ CHACUN

FORMEZ
UN
GROUPE

RÉSERVEZ DÉS
MAINTENANT
sans aucuns frais, en
appelant au
(418) 843-4888

Les cartes de crédit majeures ainsi que les chèques à l'ordre du Carnaval de Québec sont acceptés.

Le tirage aura lieu le 17 février

TRUST
PRÊT ET REVENU
SERVICES FINANCIERS FIDUCIAIRES ET MORTGAGES

Waterside Village
POWERLEAU

Ski
Stoneham



6/49
12-15-17-28-38-43
(complémentaire)
33
EXTRA
322030

LA QUOTIDIENNE
tirage du 6 février
9-7-0
8-5-9-8

LA TROIS

LE SOLEIL



Le neveu de Bush s'engage

NEW HAVEN (AP) — Jonathan Bush, 21 ans, neveu du président, n'a qu'une idée en tête : servir dans le Golfe en tant qu'aide-médecin réserviste. Il a signé le 26 janvier dernier son enrôlement dans la 819e unité médicale où il accomplira une période d'entraînement de quatre mois et demi. Son oncle lui a écrit pour saluer son geste.

Amnistie dénonce les USA

LONDRES (AFP) — Amnistie Internationale a dénoncé l'incarcération du sergent George Morse, condamné à cinq mois de prison en décembre dernier pour avoir refusé pour des principes moraux et religieux de participer à la préparation du matériel destiné aux troupes américaines. C'est la première fois depuis 1987 que l'organisme intervient en faveur d'un objeteur de conscience aux États-Unis.

Des «chiens enragés»

WASHINGTON (AFP) — Le général Norman Schwarzkopf, commandant des forces américaines, a déclaré être préoccupé par l'imprévisibilité de ses ennemis irakiens qu'il a comparés à des «chiens enragés». «Ils ont démontré qu'ils n'accordaient absolument aucune valeur à la vie humaine. Ils se battent sans conscience et sont capables des pires actes de haine.»

2624 \$ par famille

WASHINGTON (AFP) — La guerre coûtera à la famille américaine moyenne (quatre personnes) 2624 à 4288 \$, estime une association de consommateurs (Public Citizen) dans une étude publiée hier. Le coût total de l'effort de guerre américain, y compris le coût des sanctions économiques, devrait atteindre 164 à 268 milliards \$, selon l'auteur de cette étude, un économiste de l'Université de Princeton, M. James Love.

Deux ans à l'abri?

TOKYO (Reuter) — Selon un architecte japonais, l'Irak peut soutenir un siège aérien pendant deux ans grâce à un réseau d'abris souterrains qui peut recevoir deux millions de personnes. «J'estime que la moitié des édifices construits à Bagdad après 1981 comportent des abris de ce genre», a précisé Takaaki Hashida dans la revue «Themis». Il a lui-même participé à la construction de quatre abris irakiens entre 1981 et 1984.

L'AFP porte plainte

NEW YORK (AFP) — L'Agence France-Presse a déposé plainte hier à New York contre le Pentagone. L'AFP demande en particulier à la justice que le gouvernement revienne sur sa décision d'interdire à ses journalistes et à ses photographes l'accès à ses pools en Arabie Saoudite. C'est la seconde fois que organes de presse qui contestent ces règles. Le 10 janvier, neuf organisations et quatre journalistes (The Guardian, The Village Voice et Harper's notamment) avaient porté plainte.

Racisme anti-arabe

WASHINGTON (AFP) — Les actes de violence, de harcèlement et d'intimidation contre les Américains d'origine arabe ont fortement augmenté aux États-Unis, a affirmé hier le comité contre la discrimination des Américains d'origine arabe. Cette organisation a fait état de près de 100 incidents qui vont des coups de téléphone de menace aux attaques physiques en passant par les dégâts infligés à des commerces. Pourtant, un sondage publié hier par le quotidien USA Today démontre deux tiers des Américains d'origine arabe soutiennent la politique du président Bush (73 % parmi les chrétiens, 37 % parmi les musulmans).

Nourriture rare au Koweït

ROWEICHER (AFP) — Les habitants du Koweït sont toujours fournis en eau et en électricité mais ont de plus en plus de mal à se nourrir, ont rapporté hier des expatriés jordaniens à leur arrivée au poste-frontière de Roweicher, en Jordanie. Le ravitaillement en essence est devenu lui aussi problématique et un père de famille a indiqué que la station-service de Al-Ahmadi (important centre pétrolier) avait refusé de lui en servir plus de 30 litres.

Aide américaine maintenue

WASHINGTON (AFP) — Les États-Unis n'ont pas l'intention de réduire leur aide à la Jordanie pour l'année budgétaire 1992 bien qu'elle ait violé l'embargo contre l'Irak en important du pétrole, a déclaré hier le secrétaire d'État James Baker. Il a évalué cette aide à 50 à 55 millions \$, essentiellement en assistance économique mais aussi militaire.

Trois bombes H vendues à l'Irak?



En Arabie Saoudite, les militaires doivent combattre un ennemi insidieux : le sable du désert. Comme ses collègues, Susan Kyle doit régulièrement nettoyer son fusil M-16. Une corvée qu'elle effectue au son de la musique.

ROME (AP, Reuter, AFP) — Un ancien magistrat italien, qui a enquêté sur des affaires internationales de trafic d'armes, croit que l'Irak a peut-être acheté trois bombes atomiques au début des années 1980.

L'ancien juge, Carlo Palermo, a rédigé un article en ce sens dans l'hebdomadaire italien *Avvenimenti*, qui l'a diffusé hier avant sa parution.

Carlo Palermo avait saisi en 1983 des documents faisant référence à la vente de trois bombes atomiques de 90 kg chacune pour un montant de 924 millions\$. Il pense qu'elles étaient destinées à l'Irak mais il ne dispose d'aucune preuve. Les vendeurs n'ont pas été identifiés.

L'ancien juge avait également saisi des documents sur la vente à l'Irak de 34 kg de plutonium et de l'uranium enrichi produits par la France. La transaction avait été effectuée par des banques suisses.

Washington a, de son côté, fait visiter à des correspondants étrangers une base américaine où sont stockés des munitions particulièrement meurtrières qui, lorsque mises à feu dans les airs, provoquent une petite explosion nucléaire.

Par ailleurs, selon le chef négociateur américain à Genève dans le domaine de l'armement, l'ambassadeur Stephen Ledogar, les États-Unis n'ont pas l'intention d'exclure l'utilisation des armes chimiques si l'Irak en faisait usage.

D'autre part, au moins neuf entreprises allemandes ont participé à la construction en Irak d'un laboratoire chimique ultra-secret portant le nom de «Diya-la», selon de nouvelles révélations de l'hebdomadaire *Stern* à paraître aujourd'hui.

Le magazine, citant les services secrets américains et israéliens, présente le laboratoire comme le plus dangereux centre de recherche et d'essai de Saddam Hussein en matière d'armes chimiques et biologiques.

Selon un monteur de ce projet d'environ 15 millions \$, les Allemands de l'Ouest ne sont pas les seuls à y avoir participé, ajoute *Stern*. A leurs côtés se trouvaient des Allemands de l'Est, des Anglais, des Français, des Hollandais, des Autrichiens et des Suisses.

Le gouvernement allemand a entretemps décidé hier d'autoriser les douanes à pratiquer des écoutes téléphoniques et à ouvrir le courrier afin d'améliorer la lutte contre ces exportations illégales de matériel sensible et d'armement.

Quatre soldats se rendent à des reporters



Un tract lancé par les Alliés représente un soldat irakien portant sur le dos une caricature de Saddam Hussein, qui a des scorpions pour épaulettes et une tête de mort sur son béret.

LONDRES (d'après AFP) — Quatre soldats irakiens se sont rendus hier près de la frontière entre le Koweït et l'Arabie Saoudite à une équipe de journalistes de l'hebdomadaire américain *Life Magazine* et du quotidien britannique *The Independent*.

Selon le récit de *The Independent* (centre droit), les journalistes circulaient à l'aube près de la frontière lorsqu'ils ont aperçu quatre hommes qui approchaient dans le désert en brandissant un carton blanc, du modèle de 14 des 25 millions de tracts déjà largués par les avions américains pour pousser les soldats irakiens à désert.

Ces déserteurs (plus de la moitié des 850 prisonniers de guerre irakiens en Arabie Saoudite en sont) ont affirmé avoir marché jusqu'à ce lieu la nuit en se cachant. Ils ne voulaient qu'être en sécurité.

Les quatre appelés étaient déprimés, portaient des vêtements en lambeaux, leurs bottes étaient usées et déchirées, ils n'étaient pas rasés, ils étaient fatigués et affamés, affirme *The Independent*.

Les déserteurs ont indiqué qu'il y avait des champs de mines tout autour de leurs positions et que s'ils tentaient de fuir vers l'Arabie Saoudite des unités spéciales de la Garde républicaine tiraient sur eux.

«Tous les jours à quatre heures, on nous donnait du riz, à peine cinq cuillerées par personne, un petit morceau de pain et un peu d'eau», a affirmé un des soldats cité par le quotidien.

Selon les quatre hommes, c'était la seule nourriture qu'ils recevaient. Ils n'avaient jamais d'eau pour se laver. Ils avaient une radio sur laquelle ils écoutaient le service arabe de la station britannique BBC.

Joe Clark prêt à marcher sur Bagdad

OTTAWA (PC, CP) — S'il le faut, les forces de la coalition marcheront sur Bagdad pour mettre fin aux ambitions de Saddam Hussein au Koweït.

C'est ce qu'a soutenu hier le secrétaire d'État aux Affaires extérieures Joe Clark à l'issue de sa comparution devant une réunion conjointe des comités des Affaires étrangères et de la Défense.

«Nous espérons que la guerre finisse très vite mais si c'est nécessaire de continuer les actions de la coalition jusqu'à Bagdad, on doit le continuer.» La résolution des Nations Unies adoptée à la fin de novembre autorise l'usage de la force uniquement pour mettre fin à l'occupation du Koweït par l'Irak.

M. Clark ne croit pas toutefois à la nécessité d'une incursion en territoire irakien. «Il n'y a pas de raison de croire que cela sera nécessaire après un cessez-le-feu si Saddam Hussein est sérieux.»

Réfugiés irakiens

Par ailleurs, deux familles irakiennes sont arrivées à Vancouver la semaine dernière, devenant les tout premiers demandeurs du statut de réfugié irakiens à arriver à Vancouver depuis le début de la guerre. Il s'agit de deux frères, de leur femme et de quatre enfants. Ils sont arrivés à Vancouver via Tokyo en provenance de Téhéran, où ils vivaient depuis un certain temps et prévoient rejoindre des parents à Toronto.

À Ottawa, un porte-parole du

ministère de l'Immigration a indiqué qu'une quarantaine d'Irakiens ont demandé le statut de réfugié au Canada après l'invasion irakienne du Koweït, le 2 août. Depuis janvier 1989, 430 réfugiés irakiens, invoquant la crainte des persécutions, sont entrés au Canada. La ministre canadienne de l'Immigration, Mme Barbare McDougall, avait banni les visas pour les Irakiens et les Palestiniens peu après le début de la guerre du Golfe, le mois dernier.

La «réprimande» se change en champagne

CANADA DRY ONE, Qatar (PC) — Le lieutenant-colonel Denny Roberts, commandant adjoint des forces de l'air canadiennes au Moyen-Orient, a nié, hier, que deux pilotes de CF-18 aient été réprimandés pour avoir attaqué un patrouilleur irakien le 30 janvier dernier.

Au contraire, s'est rappelé le lieutenant-colonel Roberts, il les a personnellement félicités pour leur travail exceptionnel et il leur a apporté un cadeau. «C'était une bouteille de champagne. Je l'ai achetée dès qu'ils ont atterri. Nous avons eu beaucoup de plaisir.»

Le commandant adjoint répondait ainsi au lieutenant-général David Huddleston, chef adjoint de l'état-major de la défense, qui a prétendu à Ottawa que les deux pilotes «se sont fait taper sur les doigts» pour avoir trop exposé au danger leurs appareils et eux-mêmes.

Les canons israéliens tonnent, l'OLP riposte

SAÏDA (AFP, AP, NYTNS) — Alors que les attaques israéliennes au Liban sud suscitent de vives inquiétudes en Syrie, l'armée libanaise a commencé à prendre position dans cette région avec le souci d'éviter d'être entraînée dans le bras de fer entre Israël et les Palestiniens qui a dégénéré hier en violents duels d'artillerie.

Après Israël. Aujourd'hui, les soldats libanais prendront position dans Tyr et surtout dans le massif de l'Iqlim at-Touffah, à l'est de Saïda. Cette manœuvre vise notamment à assurer la surveillance de l'OLP et à exercer une pression sur Israël pour l'inciter à abandonner cette «zone de sécurité».

En début de soirée, deux hélicoptères Cobra israéliens avaient survolé l'Iqlim at-Touffah et tiré sur deux bases du Fatah du chef de l'OLP Yasser Arafat. «Ces deux appareils ont touché et détruit un véhicule utilisé par des terroristes qui circulaient au nord de la zone de sécurité», a indiqué un porte-parole militaire sans fournir aucune autre précision.

Les canons israéliens ont commencé à tirer vers 18h30 et l'artillerie palestinienne a riposté une heure et demie plus tard. Les Palestiniens revendiquent 10 000 combattants dans la région de Saïda. Selon un bilan provisoire, le camp palestinien compterait un mort et deux blessés. Mardi, un raid aérien israélien avait provoqué la mort de neuf Palestiniens et causé des blessures à 30 autres.

La zone de déploiement prévue de l'armée libanaise ne comprend ni les secteurs contrôlés par les formations palestiniennes, ni la bande frontalière de 850 km carrés occupée

Mini-ballet diplomatique

Sur le front politique, un mini-ballet diplomatique syrien a marqué la journée d'hier. «Aussi longtemps qu'il y aura une occupation israélienne de territoires arabes, il n'y aura ni paix, ni sécurité, ni stabilité au Moyen-Orient», a notamment déclaré M. Farouk al-Shara, ministre syrien des Affaires étrangères, en visite officielle à Londres.

Hier soir, le président Hafez Al-Assad a reçu un appel téléphonique du président George Bush qui a tenté de le rassurer en lui affirmant que la coalition «tente d'éviter de faire des victimes parmi les civils irakiens et ne bombarde pas les lieux sacrés.»



Le monde des FONCTIONNAIRES

par MICHEL CORBEIL
LE SOLEIL

Les grands secrets du Revenu

Discret comme un banquier, dit-on. Secret comme le Revenu, pourrait-on ajouter.

L'introduction de la TPS (taxe sur les produits et services) a amené les ministères du Revenu d'Ottawa et Québec à signer une nouvelle entente leur permettant de s'échanger vos renseignements personnels. C'est sans publicité aucune que les ministres ont apposé au début de janvier leur signature à un tel document.

Nouvelle entente parce qu'il existe déjà un protocole semblable entre les deux organisations au sujet de la loi sur l'impôt. Cet échange d'informations sert notamment à débusquer les fraudeurs. D'ailleurs, si les fonctionnaires d'un palier de gouvernement traquent un délinquant, l'autre niveau de gouvernement rappliquera à son tour pour exiger son dû.

Mais le silence s'impose quand on veut aller au-delà de la signature protocolaire. Il n'est pas possible de savoir quels renseignements se baladent entre les deux capitales. Ni même de connaître les catégories de données traitées. Ce mutisme, explique la porte-parole de Revenu Québec, Mme Michèle LaSanté, c'est « pour éviter de donner des moyens d'échapper les vérifications des ministères ». Seuls des fonctionnaires spécialement désignés et tenus à la confidentialité ont accès à ces informations, indique-t-elle.

Ce qui n'empêche pas des individus de vouloir connaître ce qui se cache derrière ces ententes. Le 19 mars, la Commission d'accès à l'information, après avoir reçu confirmation qu'elle a bel et bien juridiction sur le Revenu, entendra une cause opposant le ministre à M. Guy Du Pont. Impossible, par contre, de savoir, pour qui travaille au juste ce M. Du Pont, dont la demande d'information a été rédigée en anglais, et à quelles fins il désire obtenir les renseignements. Le procureur de M. Du Pont, membre d'une firme internationale d'avocats, indique que « malheureusement, notre politique est de ne faire aucun commentaire sur une cause pendante ».

À propos de secrets

Banquiers et gros sous, motus et bouche cousue, tout ça va ensemble. Au gouvernement, ce n'est pas le propre du Revenu. Le Conseil du Trésor ne confirme l'imposition de compressions budgétaires que lorsqu'il est obligé de le faire. Et encore là, les secrets dignes des rosi-cruciens s'imposent comme la règle à suivre.

Ainsi, il y a quelques mois, LE SOLEIL a pris connaissance d'une indication troublante au sujet des compressions budgétaires de 1989-1990. Dans une missive adressée à un organisme, les Finances soulignent que le montant des « coupures » peut être compensé par des hausses de tarifs. En clair, on peut refiler la note aux contribuables sans que ça paraisse. Est-ce une politique courante ? Quel montant M. Tout-le-Monde paye à la place de la « machine » ? Fait-on la même chose, cette année ? « Attendez, on va se renseigner », ont répondu, il y a plusieurs semaines, un sous-ministre associé, un de ses adjoints et même la directrice de cabinet du ministre Gérard D. Levesque. « On » attend encore les réponses.

Vases communicants

Le journalisme, comme le dit l'adage, mène à tout à condition d'en sortir. Et, logiquement, il conduit souvent au secteur des relations avec les... médias. Après la nomination d'un ex-responsable de la salle de rédaction du SOLEIL, M. Gilbert Ahot, comme chef des communications et des relations extérieures pour la ville de Québec, nous avons appris que le ministre québécois des Finances Gérard D. Levesque a utilisé le même bassin pour recruter son nouvel attaché de presse. M. André Dionne est en effet un journaliste qui a notamment couvert pendant plusieurs années pour LE SOLEIL le secteur international et qui a été le dernier journaliste permanent en poste à Matane.

Dialogue de sourds entre Claude Ryan et les chefs des premières nations

Le ministre québécois de la Sécurité publique Claude Ryan et les chefs de l'Assemblée des premières nations du Québec et du Labrador se sont livrés à un véritable dialogue de sourds hier sur l'administration de la justice sur les territoires autochtones.

par GILLES BOVIN
LE SOLEIL

À tel point que le chef du village Huron Max Gros-Louis en concluait qu'une entente sur la question de l'administration de la police était pratiquement impossible parce que « le gouvernement du Québec, les Québécois et les Canadiens se sentent supérieurs aux Indiens ».

Invité de l'assemblée des chefs qui se penchent depuis mardi sur cette question dans un hôtel du centre-ville, le ministre Ryan est venu rappeler que les « lois sont les mêmes pour tous » et doivent connaître la même application sur tous les points du territoire.

Québec est disposé à favoriser

l'émergence, dans chaque communauté, d'un service de police à caractère autochtone, a précisé le ministre mais à l'intérieur de normes de qualité et de compétence définies par le gouvernement.

Loin d'escamoter les événements de l'été dernier pour alléger l'atmosphère de sa première rencontre avec les représentants amérindiens, le ministre Ryan a plutôt choisi de leur rappeler que les citoyens « ne veulent pas voir se répéter les jours d'intimidation armée qu'ils ont vécus l'été dernier ».

La protection de la SQ et de la GRC « leur sera accordée aussi longtemps qu'elle sera jugée nécessaire » tranche-t-il malgré les demandes du Conseil mohawk qui exigeait le retrait des policiers de la SQ et de la GRC des routes publiques dans le secteur de Kahnawake-Châteauguay.

En dépit de ses invitations au dialogue, l'intervention du ministre a été suivie par un long et lourd silence de la trentaine de chefs amérindiens présents. C'est le président de l'Assemblée des



En dépit de ses invitations au dialogue, l'intervention du ministre Ryan a été suivie par un long et lourd silence des chefs amérindiens présents.

premières nations, Conrad Sioui, qui s'est chargé de marquer la déception de son groupe. Voyant dans le texte du discours « des accusations de violence » implicites aux Amérindiens, M. Sioui a soutenu que ce sont plutôt les autochtones qui sont l'objet de racisme et de violence au Québec.

Déplorant le peu d'ouverture du gouvernement du Québec à l'égard des revendications autochtones, M. Sioui a brandi une copie du rapport Allaire (sur la position constitutionnelle du PLQ) pour lancer au ministre : « On vous propose la même chose que ce que vous proposez la-dedans ».

M. Sioui a d'ailleurs conclu la rencontre en lisant au ministre Ryan une proposition que les chefs entendent étudier aujourd'hui. Essentiellement, celle-ci s'objecte et dénonce toute tentative ou initiative du gouvernement du Québec en vue de s'ingérer

dans l'organisation et l'administration « des services de sécurité autochtones. Elle demande en outre au gouvernement fédéral de leur donner les moyens de mettre en oeuvre de tels services policiers.

« Il y a des oppositions fondamentales au plan des principes », reconnaît M. Ryan en précisant cependant que les négociations se poursuivent. Le ministre a d'ailleurs rencontré hier matin le chef de bande de Kahnawake Joe Norton et M. Billy Two Rivers. Il n'y a pas « d'agressivité personnelle » avec ces leaders mohawks, souligne M. Ryan qui voit là une amélioration par rapport au ton des interventions « il y a à peine six mois ».

« Si on niait totalement le rôle du ministre de la Sécurité du Québec, on ne l'inviterait pas à une réunion de l'Assemblée des premières nations », conclut M. Ryan.

55 % des gens le croient

Le Canada tient au Québec

OTTAWA — Alors qu'ils se disent eux-mêmes totalement réfractaires à l'idée de faire des concessions au Québec, une petite majorité de Canadiens croit que leurs concitoyens préféreraient voir le Québec demeurer au sein de la fédération selon Gallup.

Une nouvelle tranche de l'enquête de janvier continue à démontrer que les Canadiens aimeraient mieux conserver le Québec, mais pas à n'importe quel prix.

À la question : « Pensez-vous que les Canadiens hors Québec préféreraient que le Québec demeure dans le Canada, préféreraient que le Québec sorte du Canada ou que cela leur est égal ? » plus de la moitié des sondés dans toutes les provinces, soit précisément 55 %, a retenu la première option. Quelque 12 % ont choisi la deuxième et un pourcentage appréciable de 27 % sont plutôt d'avis que les autres sont tout à fait froids devant l'hypothèse.

Cette perception que le Canada anglais tient à garder le Québec

doit cependant être mise en relation avec une question du sondage de janvier encore plus significative parce que faisant appel à l'opinion personnelle des personnes interrogées.

La maison Gallup révélait effectivement à la fin de janvier que 75 % des Canadiens préféreraient voir le Québec se séparer plutôt que de lui faire des concessions.

Ce sondage a cependant été réalisé avant la diffusion du rapport Allaire du Parti libéral du Québec, soit entre les 2 et 5 janvier. Des entrevues à domicile ont été menées auprès de 1026 adultes canadiens. Avec un échantillonnage de cette taille, la marge d'erreur maximale reconnue est de 4 %, 19 fois sur 20.

Le Forum à Trois-Rivières

Les discussions portent sur l'après-souveraineté

TROIS-RIVIÈRES (PC) — Une vingtaine de représentants de la communauté universitaire de Trois-Rivières,

des professeurs, des étudiants et des membres du personnel de l'UQTR, ont parlé durant quelques heures de la souveraineté du Québec, hier, comme si c'était une chose déjà faite.

Un des intervenants assis à la table où prenait également place le président du Forum des citoyens sur l'avenir du Canada, M. Keith Spicer, a déclaré que si on s'en remettait au consensus atteint au niveau de la population, l'indépendance est déjà acquise et il ne reste plus donc qu'à la rendre officielle.

Les participants à la table ronde étaient invités par l'animateur du Forum à dire quelles répercussions l'indépendance du Québec aura, d'abord au niveau personnel, puis dans le reste du Canada. Les réponses sur le sujet ont été assez partagées. « Le Québec va devoir travailler plus fort, le reste du Canada aussi », a risqué un intervenant, avant d'ajouter que les deux vont toutefois en sortir grandis.

Un autre a indiqué qu'en se dirigeant vers son indépendance, le Québec évoluait vers une situation plus normale. « Depuis trop longtemps, le Québec est perçu comme un maître chanteur dans le reste du Canada. Son accession à la souveraineté va rendre les choses plus claires et entraîner le respect du Canada anglais », a mentionné un participant.

Un autre a déclaré que comme le reste du Canada n'a pas voulu faire les efforts qu'il fallait pour garder le Québec, il va devoir en faire doublement pour ne pas se désagréger, une fois le Québec parti. Enfin, un dernier a admis qu'il va y avoir des coûts à la séparation. « Mais il y en a aussi à la stagnation », a-t-il aussitôt ajouté.

En somme, une bonne partie du discours entendu à l'université a porté sur l'après-souveraineté.

Invité à réagir aux propos des universitaires, M. Spicer ne s'en est nullement montré surpris, se contentant de souligner que ce discours ressemblait beaucoup finalement à ce qu'il avait entendu, la veille, à Chicoutimi.

Tout ça pour 14 395* \$



14 395* \$ Suzuki Sidekick 4 portes 4x4 32 mi/gal.†
Garantie complète, sans franchise, 3 ans, 80,000 km*

SUZUKI
Au max!

*Transport, assurance, TPS et autres taxes en plus. Certains équipements (lunettes, roulements, essieux) sont en option. Le consommateur peut vendre à son propre risque. †Transport Canada comme la consommation de la Sidekick 4 portes, maximum autorisé, sur autoroute, à 80 km/h. †Détails de la garantie chez le concessionnaire.

Acadia Suzuki 4480-1^{ère} avenue, Charlesbourg 623-9861

Paquet Suzuki 2280, boul. de la Rive Sud, St-Romuald 839-0059

Royal Suzuki 6345, boul. Hamel, Ancienne Lorette 872-0005



Le premier ministre Bourassa a rencontré hier l'ambassadeur américain Edward Ney.

Débat constitutionnel

Les États-Unis ont réitéré leur neutralité

Les États-Unis souhaitent que le Canada demeure « fort et uni » mais ils n'interviendront d'aucune façon dans le débat constitutionnel, a réitéré, hier, l'ambassadeur américain à Ottawa, M. Edward Ney, qui est venu s'enquérir personnellement des intentions du premier ministre Bourassa et du chef du PQ, M. Jacques Parizeau.

par MICHEL DAVID
LE SOLEIL

À l'issue d'une rencontre de 45 minutes avec M. Bourassa, en après-midi, il a été très prudent dans ses commentaires. « Il va se passer encore beaucoup de choses avant le dénouement final. Mais ça se déroule d'une façon très ordonnée, il n'y a pas eu d'explosion d'émotivité. (Le débat) est en cours mais c'est l'affaire des Canadiens », a-t-il dit.

« Il y a des questions importantes qui vous confrontent comme pays. Nous avons vécu plusieurs de ces choses dans notre propre pays. Nous vous souhaitons bonne chance mais ce n'est pas à nous d'intervenir », a ajouté l'ambassadeur, rappelant les garanties en ce sens qu'avait données le président Bush, lors de sa visite à Ottawa, en avril dernier.

M. Ney a confirmé le « grand intérêt » du State Department pour le rapport Allaire, mais il a refusé d'en apprécier le contenu. « Ce n'est pas à moi de dire si c'est bon ou mauvais ». Il a également esquissé la question de savoir si, à son avis, le PLQ était devenu séparatiste. « Je ne pense pas que le

L'ambassadeur soviétique garde lui aussi ses conseils

OTTAWA — Le nouvel ambassadeur soviétique à Ottawa a souhaité au Canada de demeurer uni, mais il s'est bien gardé de donner des conseils aux Canadiens quant à la façon de résoudre la crise constitutionnelle.

Il a laissé entendre qu'il apprécierait la même attitude de la part du gouvernement canadien vis-à-vis des problèmes internes soviétiques, notamment en ce qui concerne les républiques baltes.

M. Richard Sergueevitch Ovinikov, en poste à Ottawa depuis décembre, a affirmé en conférence de presse hier que la situation au Canada préoccupait l'Union soviétique.

« Nous sommes des gens sérieux, des gens responsables, a-t-il

Parti libéral se considère comme un parti sécessionniste », a-t-il répondu.

En fin de semaine dernière, le très influent *New York Times* présentait M. Bourassa comme le nouveau leader des forces « sécessionnistes » au Québec. « C'était *The New York Times* parle pour lui-même. Nous avons une presse très libre, comme vous », a commenté M. Ney.

Un PM pétillant

C'est lui qui avait sollicité ce tête-à-tête avec M. Bourassa, tout comme il a demandé à rencontrer M. Jacques Parizeau. « C'était avant la publication du rapport Allaire », a précisé l'attachée de presse du premier ministre, Mme Sylvie Godin. Le but de sa visite ne faisait cependant aucun doute. « Il y a bien des choses qui vont se passer. C'était le temps de venir le voir », a-t-il expliqué.

N'ayant pas vu M. Bourassa depuis le mois de juillet, il s'est réjoui de le retrouver « fort et pétillant », visiblement heureux de retrouver son fauteuil de premier ministre. « Il s'est rétabli remarquablement. Il a été traité aux États-Unis. Alors nous sommes ravis que ça ait marché si bien ».

déclaré. Nous souhaitons au Canada de demeurer un pays uni, une fédération, mais nous ne sommes pas pressés de sauter sur les conclusions et de donner des conseils. »

Il appartient aux Canadiens de régler leurs propres difficultés, a-t-il ajouté.

M. Ovinikov a affirmé que l'Union soviétique n'avait pas eu besoin de pressions extérieures pour commencer à retirer ses troupes des républiques baltes à la fin du mois dernier.

Moratoire et coupes dans le programme d'assainissement des eaux
D'autres ministères seront touchés

Le programme d'assainissement des eaux ne sera pas le seul touché par la décision du gouvernement de ralentir la courbe de croissance de ses dépenses. Québec cherche en effet à maintenir sous la barre des 2 milliards \$ l'augmentation de ses crédits pour l'année financière 1991-92, soit 5,7 % de plus que pour l'année en cours.

par GILLES BOIVIN
LE SOLEIL

Laisée à elle-même, la machine gouvernementale exigerait 3 milliards \$ de plus que cette année, indiquait hier le président du Conseil du Trésor, Daniel Johnson, à son arrivée à la réunion hebdomadaire du conseil des ministres. Celui-ci a indiqué qu'il s'agit d'un objectif arrêté du gouvernement et que chaque ministère sera appelé à choisir les activités qui devront être « priorisées » dans leurs propres champs d'activités.

M. Johnson admet que le ministère de l'Environnement devra lui aussi faire sa part dans cette opération et que le programme d'assainissement des eaux n'y échappe pas. « On ne coupe pas 1 milliard \$ dans les fonds prévus à cette fin », soutient cependant le ministre en expliquant qu'il s'agit plutôt de ne pas rencontrer certaines demandes.

Le président du Conseil du Trésor s'inquiète notamment de la rentabilité de certains investissements du programme. À titre d'exemple, il souligne que l'assainissement des eaux domestiques pour une petite municipalité de moins de 1000 habitants coûte aussi cher que de « régler de façon définitive tous les problèmes des sites d'entreposage des vieux pneus à la grandeur du Québec ».

Hier, l'Association des ingénieurs du gouvernement du Québec révélait que le Conseil du Trésor avait recommandé des coupes de 1 milliard dans ce programme en imposant un moratoire sur les projets d'assainissement dont le coût par capita excède 2150 \$. Dans un mémoire daté du 18 décembre 1990, M. Paradis demandait des crédits additionnels basés sur des projets évalués à 2800 \$ per capita.

Les efforts de restriction ne toucheront pas que le ministère de l'Environnement. M. Johnson a indiqué hier que les objectifs de dépenses du gouvernement sont signifiés à chaque ministère qui se chargera ensuite de choisir les activités qui seront touchées. Les prévisions de dépenses du gouvernement devraient être connues au début de mars.

Pour l'année financière 1990-91, les dépenses gouvernementales étaient en hausse de 6,3 %, à 35,4 milliards \$, par rapport à l'année précédente. En reconduisant automatiquement les programmes en cours, Québec devrait accepter une augmentation de ses dépenses de 3 milliards \$, une hausse de 8,5 %.

Le gouvernement renonce au virage environnemental, estime l'UMQ

L'annonce faite lundi d'effectuer des coupures de plus de 1 milliard \$ dans le programme d'assainissement des eaux a semé l'émoi hier dans les milieux municipaux et environnementalistes et a notamment permis au président de l'Union des municipalités du Québec d'affirmer qu'en prenant cette « décision empreinte d'incohérence et d'un manque de vision globale », le gouvernement renonce à son virage environnemental.

par RICHARD CÔTÉ
LE SOLEIL

« Le gouvernement est-il en si mauvaises affaires qu'il s'en va à la faillite? », s'est demandé M. Ralph Mercier, maire de Charlebourg et président de l'UMQ, au moment de commenter ces coupures gouvernementales qu'il qualifie d'illlogiques d'autant plus que l'environnement constitue la préoccupation première de la population québécoise.

« Si les subventions sont réduites de façon aussi radicale, le

« Incohérence inquiétante »

Le porte-parole de l'opposition péquiste en matière d'environnement, Denis Lazure, a sérieusement mis en question cette recommandation du Conseil du Trésor au moment où le Québec traverse une récession économique.

« Le gouvernement libéral fait preuve d'une incohérence inquiétante », souligne M. Lazure. Il retire « d'une main ce qu'il avait offert de l'autre » par l'annonce en janvier d'un plan de relance visant à accélérer les programmes d'investissements publics. Les coupures dans le programme d'assainissement des eaux représente, estime M. Lazure, 12 000 emplois perdus, soit 60 % des 21 000 emplois prévus au plan de relance.

Pour le député de Laprairie, cette recommandation du Conseil du Trésor « met un terme définitif au prétendu virage vert » libéral. M. Lazure s'inquiète d'autant plus que le gouvernement n'a pas en-

core renouvelé le décret garantissant aux municipalités un financement de 95 % du coût des travaux d'épuration des eaux.



Le président du Conseil du Trésor a commenté les coupes faites au chapitre de l'assainissement des eaux à son entrée au Conseil du Trésor.

Pour le président de la CUQ, M. Michel Rivard, il est inacceptable que le gouvernement, qui devrait normalement subventionner à 90 % ces derniers travaux, décide subitement de changer ainsi les règles du jeu et fasse passer la participation des villes de 10 % à 50 % du total dépensé.

Quant à la mairesse de Sainte-Foy, Mme Andrée Boucher, elle reproche aux gouvernements de ne pas avoir une vue d'ensemble de la situation difficile actuelle et de ne pas mettre les priorités aux bons endroits.

Enfin, l'Association québécoise des techniques de l'eau juge les coupures annoncées comme totalement inacceptables et estime que celles-ci feront que plus de 300 petites municipalités du Québec — défavorisées par rapport aux grandes — seront ainsi privées du traitement de leurs eaux usées.

La National Geographic Society a craint la séparation du Québec cet été

Avec une candeur surprenante pour une boîte aussi prestigieuse, la National Geographic Society a tenu ses cartographes sur la brèche, l'été dernier, dans l'éventualité que le Québec se sépare du Canada. Au point que cette maison d'édition a craint devoir retourner en catastrophe ses spécialistes à leurs planches à dessins pour rendre compte de la nouvelle réalité géopolitique du pays.

par ROGER BELLEFEUILLE
LE SOLEIL

C'est le président de l'auguste société savante, M. Gilbert M. Grosvenor, qui fait part de ces heures fébriles dans sa préface à la sixième édition de son atlas mondial paru à la fin de 1990.

Après avoir passé en revue les affres qu'ont fait connaître à son équipe de cartographes et de rédacteurs les rapides mutations en Europe de l'Est, dont la réunifica-

tion des deux Allemagnes et l'invasion du Koweït par l'Irak, le docte président écrit, sans s'ouvrir davantage : « Plus près de nous, une possible sécession du Québec de la confédération canadienne a menacé, jusqu'à la onzième heure, de bouleverser le projet au complet ».

À la National Geographic Society, une porte-parole a fait savoir au SOLEIL qu'aucun journaliste ne peut avoir directement accès, même par téléphone, au cabinet du président.

LE SOLEIL a dû se tourner vers une très gentille responsable de la révision des textes, Mme Barbara Hand.

Celle-ci a expliqué tout aussi naïvement que c'est l'aboutissement incertain du long débat sur l'accord du lac Meech qui a tenu l'équipe sur la sellette jusqu'à la dernière minute. Comme si le couperet de l'échéance du 23 juin dernier aurait pu entraîner, en un tour d'horloge, le redécoupage de la géographie politique canadienne, advenant que le Québec claque la porte pour de bon.

Toutefois, avec le rapport Al-

laire, la partie ne pourrait qu'être remise pour les spécialistes de la National Geographic Society, avec la perspective d'un référendum à la fin de 1992.

Cette société américaine s'est en effet engagée à fournir gratuitement aux acheteurs de son atlas mondial, au cours des deux prochaines années, au moins deux mises à jour des principaux changements politiques qu'aura connus entre-temps notre petite planète. Et sans aucun doute, le cas échéant, les frontières d'un Québec souverainiste...

QUARTIER PETIT CHAMPLAIN
Du 7 au 13 février

Avec tout achat de 10 \$ ou plus, dans les commerces membres, obtenez une chance de participer au tirage de ces prix en faisant plaisir à votre VALENTIN:

- Deux croisières pour deux sur le St-André
- Six soupers romantiques pour deux dans un restaurant du Quartier Petit Champlain
- Deux nuits pour deux au Château Frontenac, incluant le petit déjeuner. Valeur de 400 \$
- Deux bons d'achats de 200 \$ dans les boutiques du Quartier Petit Champlain
- Un prix chez Éole 2 et chez Le Jardin de l'Argile

Une collaboration de

CITF (Chambre d'Industrie et Commerce de la Région de Québec)

Le Château Frontenac

LE SOLEIL (Société pour tout le monde)

TIRAGE LE 13 FÉVRIER À 17h
Les règles de ce jeu sont détaillées à CITF le 14 février.

COUREZ LA CHANCE DE FAIRE GAGNER UN PRIX À VOTRE VALENTIN

Souper complet pour deux personnes à 19,91 \$

Kyoto

Au choix:
Steak surlonge ou poulet Hibachi ou pétoncles

Chaque repas comprend: hors-d'oeuvre aux crevettes, soupe à la Kyoto, bol de salade Kyoto, légumes orientaux, riz, thé.

La maison du steak spectaculaire!
580, GRANDE ALLÉE EST
QUÉBEC
529-6141

En vigueur jusqu'au 28 février 1991.

SOLDE
de nos importations automne-hiver d'Allemagne et de France

Chandails et chemisiers 66\$
Cour. jusqu'à 295 \$

Jupes 69\$ à 99\$
Cour. jusqu'à 390 \$

Tailleurs 125\$
Cour. jusqu'à 640 \$

Manteaux - vestons - robes 60% de rabais
Etc.
Tailles 12 à 24 ans. Le choix est encore excellent dans les tailles 20 à 24.
Les accessoires sont exclus de cette vente.

VISA - MASTERCARD ACCEPTÉES

Boutique JOSÉE LAURENT
654-1388

PLACE de la CITÉ
Entre Place Laurier et Place Ste-Foy
Stationnement intérieur gratuit

Négociations rompues entre Québec et ses ingénieurs

Les négociations sont rompues depuis hier entre Québec et ses 1100 ingénieurs. L'Association qui les représente déposera une demande d'arbitrage dans le dossier.

par MICHEL CORBEIL
LE SOLEIL

Joint hier soir, le président de l'Association professionnelle des

ingénieurs du gouvernement du Québec, M. Jean Dugré, a indiqué que le Conseil du Trésor a repoussé toutes les demandes de son groupe, le dernier à être sans contrat de travail avec l'État. Il a reproché à la partie syndicale d'être inflexible après lui avoir laissé entendre que le règlement de la négociation avec les professionnels donnerait une idée de la nouvelle marge de manoeuvre de Québec.

Au chapitre des salaires, l'écart demeure toujours aussi considérable. Selon M. Dugré, le Trésor refuse de s'écarter de la traditionnelle proposition de 4 %, en 1989, 5,14 %, en 1990, et 4 %, en 1991. Le syndicat maintient qu'un rat-

travage de 23 % sur trois ans s'impose.

Le leader syndical souligne que ce pourcentage est une moyenne. La différence de salaire de ses membres avec ceux qui sont à l'extérieur du gouvernement augmente selon l'expérience acquise : au sommet de l'échelle de rémunération, un ingénieur du gouvernement gagnera 65 % de moins que son collègue chez Hydro-Québec, affirme-t-il.

Le litige porte aussi sur les fonds de pension. L'Association veut qu'ils soient transférables pour favoriser la mobilité des ingénieurs et Québec refuse, poursuit M. Dugré. « La sécurité d'emploi, ce n'est pas nous qui en profitons, mais bien le gouverne-

ment. » Finalement, l'Association accuse le gouvernement de confier des tâches d'ingénieurs à d'autres corps professionnels.

Le syndicat refuse toujours de considérer la grève comme outil de pression pour signer une entente qu'il négocie depuis 26 mois. Selon le président, les moyens choisis, qui s'apparentent à une grève du zèle, sont en passe de provoquer d'importants maux de tête à Québec. M. Dugré annonce également la tenue de conférences de presse « pour faire réfléchir Québec ». Une de ces rencontres dévoilera des détails inédits sur les fonds de pension des Québécois et une autre devrait viser le ministre de l'Environnement, M. Pierre Paradis.

Offrez-vous un domaine pour 129,95 \$*...

...romantique

Avec fleurs et champagne offerts à l'arrivée.

...familial

Gratuit pour les tour-petits de 12 ans et moins. Garderie avec activités de neige le samedi. Garderie le dimanche.

...avec chauffeur

Transport de l'hôtel au centre de ski Montjoie ou Orford.

Chaque forfait comprend 2 nuits et 3 jours, soupers du vendredi et du samedi, petit-déjeuner du samedi et brunch dimanche.

...et pour 289,95 \$* offrez-vous un domaine de ski

Ce forfait comprend 6 nuits, 7 jours, 6 petits déjeuners ainsi que 6 soupers et le transport de l'hôtel aux centres de ski Montjoie et Orford. Enfant de 12 ans et moins, demi prix.

Du 8 février au 10 mars 1991

* prix par personne, occupation double, taxes et service en sus.



Domaine Saint-Laurent
de Compton (Estrie)

(819) 835-5464
1-800-567-2737

La formation professionnelle au collégial en perte de vitesse

Depuis six ans, la formation professionnelle au collégial subit une forte diminution de ses effectifs, au point que des secteurs aussi populaires que l'informatique et l'électronique, qui promettaient d'excellents débouchés sur le marché du travail, sont en perte de vitesse constante.

par VINCENT CLICHE
LE SOLEIL

Des 68 144 inscriptions dans les différents programmes de forma-

tion professionnelle au cégep, en 1984, on n'en retrouve que 55 912, en 1989. Il s'agit d'une baisse de plus de 20 %.

En informatique, la chute a été beaucoup plus marquée puisque le nombre d'inscriptions était de 7331, en 1984, et de 3340, en 1989, soit une diminution de 54 %.

En électrotechnique, la situation n'est guère plus réjouissante avec une perte de 3666 inscriptions entre 1984 et 1989, soit 49 % (de 7473 à 3807).

D'autres programmes, comme les techniques d'analyse d'entretien (secteur de la mécanique) et la chimie industrielle, ont également vu chuter fortement le nombre d'élèves inscrits.

En fait, plus de la moitié des 49 secteurs de la formation professionnelle au collégial subit une baisse des effectifs scolaires.

En crise ?

Cette situation inquiétante a amené la Direction des programmes de l'enseignement collégial, du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, à enquêter. Pourquoi certains secteurs subissent-ils une désaffection plus prononcée que d'autres ? S'agit-il d'un retour à la normale après un gonflement artificiel des effectifs relié à une mode passagère ? Quels sont les facteurs capables d'expliquer ces diminutions du nombre d'élèves dans les quatre secteurs mentionnés (informatique, électronique, techniques d'analyse d'entretien et chimie industrielle) ?

Une étude de Mme Céline Pelletier, publiée récemment et intitulée *Les baisses de clientèle : quelques facteurs influents*, tente d'apporter des débuts de réponse à ces questions.

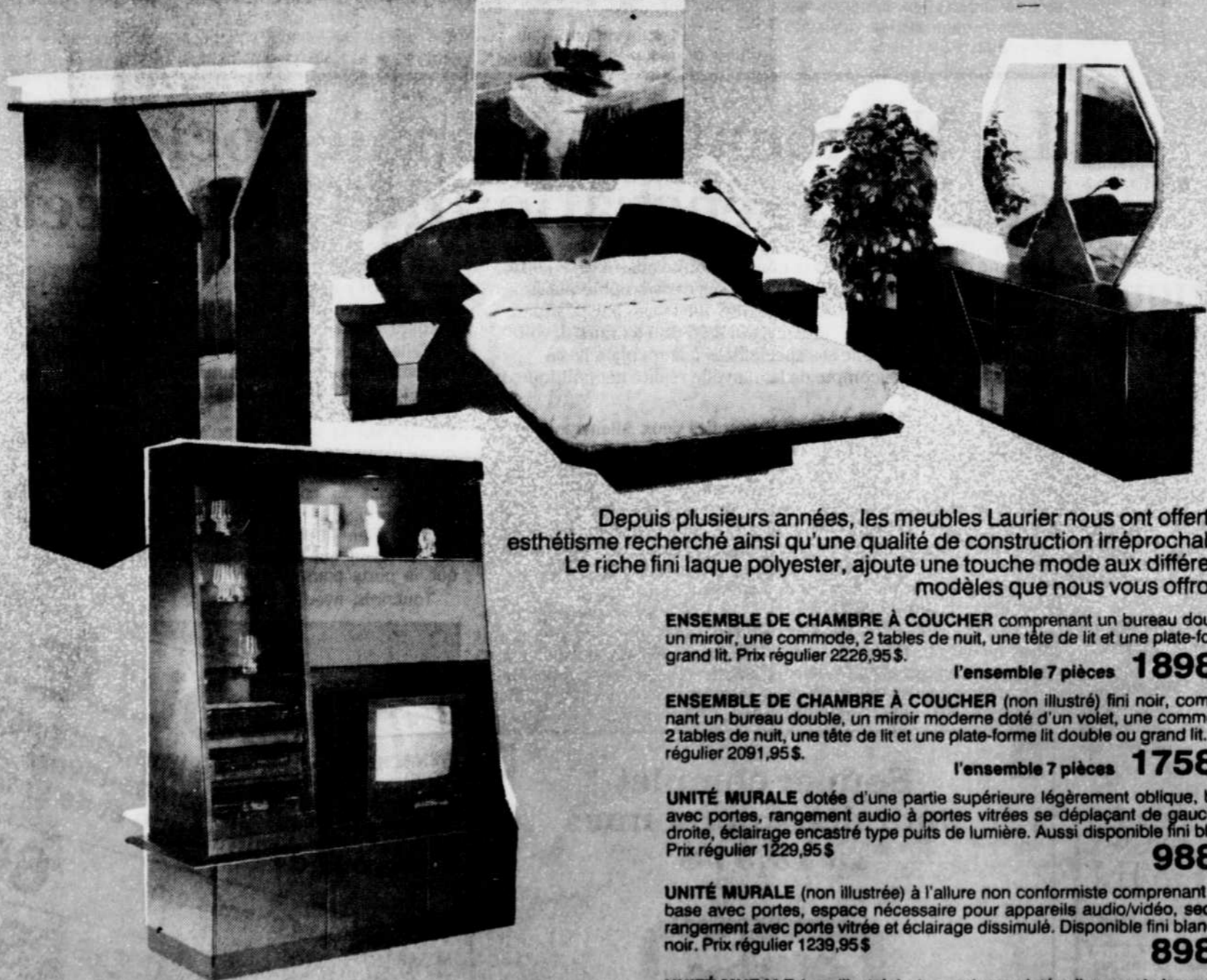
Selon elle, la dévalorisation de la formation professionnelle, des problèmes majeurs dans l'orientation des élèves au secondaire, le choc de l'adaptation de l'élève au cégep et la surcharge de travail (notamment dans le secteur de l'électrotechnique) sont autant d'hypothèses expliquant en partie la baisse des effectifs dans certains domaines.

D'autres facteurs, liés au monde du travail, peuvent jouer en défaveur de la formation professionnelle au collégial. Cependant, ces facteurs ne seraient ni assez majeurs ou déterminants pour expliquer la baisse des effectifs. Selon l'auteure, il faut aussi éliminer comme facteur, la concurrence avec le secondaire qui, connaissant aussi des baisses importantes d'effectifs, n'a donc pu drainer la clientèle des cégeps.

Selon Mme Pelletier, cette étude a permis de dégager des hypothèses sur les facteurs explicatifs des baisses d'effectifs et d'éliminer d'autres aspects qui n'ont pas de lien avec le phénomène.

Mais comme la baisse touche beaucoup plus que ces quatre secteurs de pointe, Mme Pelletier croit que c'est l'ensemble de la formation professionnelle et la place qu'elle occupe au sein du système scolaire qu'il faudra éventuellement redéfinir en fonction des besoins de la société québécoise.

UN ÉVÉNEMENT INATTENDU 5 de nos modèles LAURIER À DES PRIX INHABITUELS



Depuis plusieurs années, les meubles Laurier nous ont offert un esthétisme recherché ainsi qu'une qualité de construction irréprochable. Le riche fini laque polyester, ajoute une touche mode aux différents modèles que nous vous offrons.

ENSEMBLE DE CHAMBRE À COUCHER comprenant un bureau double, un miroir, une commode, 2 tables de nuit, une tête de lit et une plate-forme grand lit. Prix régulier 2226,95 \$.

l'ensemble 7 pièces 1898⁹⁸

ENSEMBLE DE CHAMBRE À COUCHER (non illustré) fini noir, comprenant un bureau double, un miroir moderne doté d'un volet, une commode, 2 tables de nuit, une tête de lit et une plate-forme lit double ou grand lit. Prix régulier 2091,95 \$.

l'ensemble 7 pièces 1758⁹⁸

UNITÉ MURALE dotée d'une partie supérieure légèrement oblique, base avec portes, rangement audio à portes vitrées se déplaçant de gauche à droite, éclairage encastré type puits de lumière. Aussi disponible fini blanc. Prix régulier 1229,95 \$

988⁹⁸

UNITÉ MURALE (non illustrée) à l'allure non conformiste comprenant une base avec portes, espace nécessaire pour appareils audio/vidéo, section rangement avec porte vitrée et éclairage dissimulé. Disponible fini blanc ou noir. Prix régulier 1239,95 \$

898⁹⁸

UNITÉ MURALE (non illustrée) ultramoderne, dotée d'une vaste base avec portes, section rangement avec porte vitrée et éclairage dissimulé, section cylindrique supportant un pont avec bar. Disponible en blanc ou noir. Prix régulier 2039,95 \$

1398⁹⁸

DERNIER VERSEMENT

fevrier
92

ou réglez le solde en juillet 91
SANS INTÉRÊT - AUCUNS FRAIS

DécoMeuble

Leon

CONDITIONS GÉNÉRALES: Sous réserve de l'approbation du service du crédit. Premier choix, dernier versement en février 92, applicable avec un achat minimal de 750 \$, en 12 versements égaux et consécutifs dont le premier est applicable le mois suivant votre achat. Deuxième choix, réglez le solde en juillet 91, applicable avec un achat minimal de 400 \$. Dans les deux cas, le paiement de toutes les taxes sera requis à l'achat.

HEURES D'OUVERTURE: lundi, mardi, mercredi 9h à 17h30, jeudi, vendredi 9h à 21h, samedi 9h à 17h.

VANIER
100, rue Chabot
à proximité des Halles Fleur de Lys
683-9600

SAINTÉ-FOY
2638, boul. Hochéla
Pâques de la Cité
657-6902

CHARLESBOURG
8500, boul. Henri-Bourassa
Carrefour Charlesbourg
627-3073

BEAUPORT
4178, boul. Sainte-Anne
voisin Guincaillerie Nap. Boly
667-7851

LÉVIS-LAUZON
300, côté du Passage
Galerie Chagnon
835-0606

Incendie de forêt en Colombie

Québec sur un pied d'alerte

Le Service aérien du gouvernement du Québec est sur un pied d'alerte, depuis hier soir, à la suite d'un appel international à l'aide de la Colombie, qui demande l'intervention des avions-citernes québécois pour éteindre un incendie ravageant une forêt de 100 000 hectares (1000 km²) au sud-est de ce pays.

par GUY DUBÉ
LE SOLEIL

L'immense feu de forêt, qui fait rage depuis une semaine, risque de dévaster une réserve faunique où vivent des espèces uniques au monde, en pleine Amazonie.

Un porte-parole du Service aérien du Québec, Marcel Deschamps, a indiqué qu'il faut d'abord évaluer sur carte la faisabi-

lité d'une telle opération avant de prendre la décision d'envoyer sur place des avions-citernes.

Il est possible également que le gouvernement dépêche des aujourd'hui des experts pour survoler la région et repérer les cours d'eau nécessaires au bon fonctionnement de l'opération. Il faudra en outre compter une vingtaine d'heures de vol aux appareils québécois pour se ren-

dre dans ce pays de l'Amérique du Sud.

Le Québec est reconnu comme leader mondial tant dans les techniques d'intervention que dans l'expertise dans le domaine de la lutte aux feux de forêt. Le gouvernement possède sa flotte depuis près de 20 ans (1972).

La plus récente aide internationale des avions-citernes du Service aérien du Québec remonte à 1985, en Équateur. Les appareils se sont également rendus au Mexique (1983, 1984 et 1985), aux îles Galapagos (1984), en Argentine (1981 et 1982), et au Chili dans les années 1970.

Au lendemain du référendum de Lac-Beauport

Offre de «protection» faite au chef de la Coalition des citoyens

Le président de la Coalition des citoyens de Lac-Beauport, Michel Roch, a trouvé déroutant de recevoir à son bureau, juste au lendemain du controversé référendum sur l'agrandissement du manoir Saint-Castin, une offre de service de l'agence de sécurité et d'investigation *Sécurité Avantage Inc.*, dirigée par Yves et Willie De Varennes l'enjoignant à profiter d'une panoplie de services spéciaux tels escorte et gardes du corps, protection, V.I.P., agent armé, surveillance électronique.

par ISABELLE JINCHEREAU
LE SOLEIL

Datée du 1er février, signée par le père du propriétaire du manoir Saint-Castin, Willie De Varennes, policier à la Sûreté du Québec durant 25 ans et également président de l'agence, la missive, dont le SOLEIL a obtenu copie, invitait M. Roch, directeur senior des comptes d'une importante compagnie, ainsi que son entreprise, à « profiter d'une foule de travaux — enquêtes industrielles pour vols, fraudes, accident de travail — qui pourraient sécuriser le cours normal de leurs opérations et à s'inscrire sur la liste des invités pour les appels d'offre de cette société ». La carte de son fils, Yves De Varennes, qui fut cadet-policier à Vanier il y a plus de 15 ans, était agrafée à la lettre d'une page. Le document a été expédié deux semaines après qu'un incendie criminel eut ravagé une partie du manoir Saint-Castin. La Sûreté du Québec cherche toujours le coupable.

« C'est un avertissement très subtil, un scénario de petite menaces, une lettre qui n'a plus aucune valeur puisqu'on a perdu le référendum. Mais si on avait gagné, le 3 février, est-ce qu'ils voulaient nous dire qu'ils étaient là avec une organisation? », s'interroge calmement M. Roch.

Il trouve bizarre qu'aujourd'hui, sa compagnie soit sollicitée par un « service de protection possédant plus de 100 ans d'expertises dans différents domaines policiers », alors que l'entreprise n'a

jamais eu besoin de ce genre de service. Toutes les réunions des citoyens opposés au projet d'agrandissement de M. De Varennes ont eu lieu chez M. Roch, qui a cependant toujours affichée une attitude « low profile » dans le mouvement. « Je n'ai jamais eu aucune communication avec les deux hommes d'affaires mais je me sens identifié. Grâce à tous leurs services, ils ont appris où je travaillais, qui j'étais », lance-t-il en riant. M. Roch n'a pas l'intention de porter plainte à la police. Même s'il redoute un peu les retombées publicitaires d'un tel article.

Au bas de la lettre d'affaire, on retrouve le curriculum abrégé de Willie De Varennes, décoré du sigle quelque peu déparé de la Sûreté du Québec. M. De Varennes se décrit comme un ex-caporal, qui fut directeur de l'Association des policiers provinciaux de 1974 à 1980, consultant pour différents partis politiques de 1981 à 1987, et directeur de l'entraide policière. Aujourd'hui, il s'occupe des retraités de la SQ, à Québec.

Willie De Varennes, lui, ne se formalise pas d'un tel envoi publicitaire. « On fait toujours notre publicité comme cela. *Sécurité Avantage* s'occupe de sécurité pour les grandes bâtisses, comme le Parlement. Elle emploie 45 policiers. À partir d'une liste de dirigeants de compagnies fournis par nos ordinateurs, la secrétaire du siège social de Charlesbourg expédie nos offres de service. Même Lavalin en a reçu. Si M. Roch n'en n'a pas besoin, qu'il l'ignore. C'est pas plus long que

ça », précise le dirigeant.

Pourquoi l'avoir expédié à la veille du référendum? « Quel référendum? Du Lac Beauport? Ah non, ça regarde pas ça pantoute. Mon fils et moi, on est tous les deux pareils. La sécurité, c'est une affaire, le ménage et l'entretien, c'en est une autre, et l'hôtel, c'est une autre affaire », déclare-t-il fermement au téléphone.

Et le sigle de la SQ? « C'est le même sigle que Sécurité Québec », rétorque-t-il. — La Sûreté du Québec a votre lettre, elle a identifié le sigle, qui apparaît sans armoiries », prévient la journaliste.

« Ouais... pis? », dit M. De Varennes.

La Sûreté du Québec trouve effectivement l'affaire un peu délicate. « Il n'y a rien de criminel dans le fait d'expédier une lettre d'affaire. Mais personne, pas même un ex-policier, n'est autorisé à utiliser notre sigle sans permission. Les dirigeants de la SQ vont examiner ce cas et rencontrer Willie de Varennes », a confirmé hier l'agent Réal Ouellet, des affaires publiques.

■ Réseau démantelé

MONT-JOLI — La boucle est bouclée autour du réseau de trafiquants de stupéfiants dont le démantèlement avait été déclenché en octobre dernier par l'arrestation et la comparution de 14 hommes et femmes qui opéraient sur un vaste territoire de la Gaspésie. L'opération menée par l'escouade des moeurs de la Sûreté du Québec à Rimouski s'est poursuivie, hier, par la mise en accusation d'une dizaine d'autres individus interpellés lors de quatre perquisitions effectuées simultanément, tôt en matinée hier, dans des maisons de Mont-Joli, Price et Sainte-Angele-de-Merici.



Ravivez votre plaqué argent.

25% de rabais. du 11 au 23 février 1991

offre limitée

Malgré sa beauté, l'argent finit par vieillir et s'user. Vous avez des articles en argent qui sont rayés ou ternis? Apportez-les chez SERVICE BIRKS. Nos spécialistes du «replacage» prendront grand soin de vos biens en argent pour qu'ils retrouvent leur superbe éclat original. Hâtez-vous!

Service BIRKS
PLACE STE-FOY 653-4035

SOLDE FINAL

Sélection de chaussures pour femmes et hommes **49⁹⁸ - 69⁹⁸**

Sélection de sacs à main **24⁹⁸ - 49⁹⁸**

Sélection de chaussures et bottes pour enfants **19⁹⁸ - 34⁹⁸**

B *rowns*

GALERIES DE LA CAPITALE • PLACE STE-FOY
PLACE QUÉBEC



100% soie naturelle lavable
Chemisier 149,95 Veston 399,95 Bermuda 229,95

EN EXCLUSIVITÉ

PERREAULT

PRÉSENTE SA COLLECTION
CROISIÈRE - PRINTEMPS 91

RODIER

Galeries de la Capitale 626-7322

Place Ste-Foy 653-0081

L'Europe grelotte

Un froid polaire s'est abattu sur une bonne partie de l'Europe méridionale hier, au point que les célèbres canaux de Venise ont gelé, que les flancs du Vésuve se sont recouverts d'un manteau blanc et qu'il a neigé à Nice, sur la Côte d'Azur, où l'aéroport a dû être fermé, à Rome et même à Palerme en Sicile. C'est la cinquième fois depuis 1855 que les eaux de la lagune gèlent à Venise, ce phénomène s'étant seulement produit en 1864, en 1929, en 1956 et en 1985. Il n'y a guère qu'à Moscou, parmi les grandes capitales européennes, où un important redoux a été signalé : après la vague de froid de la semaine dernière (-30), la température était remontée à -5 à -8. Sur notre photo, Nice a reçu sa première neige en cinq ans.



Les soins de professionnels ont donné le sida à 128 Américains

(d'après AFP) — Jusqu'à 128 Américains ont été infectés par le virus du sida par leur dentiste ou leur médecin depuis le début de l'épidémie il y a une dizaine d'années, estime le Centre national de contrôle des maladies (CDC) dans un rapport rendu public hier.

Le CDC a fondé son estimation sur des formules statistiques, comparant le nombre de dentistes et de médecins infectés, le nombre d'interventions qu'ils ont réalisées et le risque théorique de transmettre le virus au cours de ces interventions.

Selon le CDC, 1248 dentistes ayant le virus ont infecté dix à 100 patients depuis une dizaine d'années. Il estime que 336 chirur-

giens infectés ont transmis le virus à un nombre de malades compris entre trois et 28.

À l'hôpital

Par ailleurs, environ un patient américain sur 25 est victime, à l'hôpital, d'accidents provoqués par une pratique médicale déficiente, selon une étude d'un groupe de médecins de l'Université de Harvard publiée aujourd'hui.

Selon cette étude, une qualité de soins inférieure à la normale

est à l'origine de divers accidents dans 3,7% des cas examinés. Quatorze pour cent de ces accidents ont été fatals tandis que 3% d'entre eux ont entraîné des infirmités à vie. Les accidents les plus fréquemment dénombrés vont des complications pharmaceutiques aux infections chirurgicales, en passant par les erreurs de diagnostic.

L'étude, qui s'appuie sur l'examen de 30 121 cas d'hospitalisation, choisis au hasard dans l'État de New York, est la plus complète jamais réalisée sur les accidents occasionnés par la pratique médicale aux États-Unis.

Bis!



Encore! Encore une fois les propriétaires de Sentra de Nissan sont plus fiers que jamais d'avoir fait l'achat d'une Sentra...

Oui, car pour la première fois dans l'histoire du CAA^{MD}, la Sentra a reçu, pour une deuxième année consécutive, le très convoité prix de la Pyramide dorée de l'Association canadienne des automobilistes.

Ceci n'est jamais arrivé à Honda, à Ford ou à Toyota.

Seule la Sentra de Nissan a été le modèle élu, et deux fois de suite à part ça!

Gagner ce prix, même une seule fois, est tout à fait remarquable. Car pour les 3,3 millions de membres du CAA, la Pyramide dorée représente le summum en matière de satisfaction de la clientèle.

Et ils ont bien raison d'y faire confiance puisque ce prix n'est pas décerné à des voitures sortant tout droit de la ligne de montage et évaluées dans des conditions idéales durant un jour ou deux.

Non, ce prix est décerné à des modèles 1987, 1988 et 1989 qui ont fait leurs preuves dans des conditions climatiques familières à tous les conducteurs canadiens.

Dans ce sondage, les conducteurs sont appelés à évaluer leur propre voiture. Sont-ils satisfaits de leur voiture en général? La mécanique est-elle fiable et les coûts de réparation abordables?

La compilation des résultats démontre sans aucun doute que ce sont les propriétaires de Sentra qui sont les plus satisfaits de leur voiture. Encore.

De plus, 9 propriétaires sur 10 ont affirmé qu'ils seraient prêts à racheter la même voiture si c'était à refaire. Encore.

Alors, faites une visite dès aujourd'hui chez votre concessionnaire Nissan qui vous offre la Sentra DLX 1991 à partir de seulement 11 290 \$! Les chances sont que vous pourriez très bien vous retrouver au volant d'une lauréate de la Pyramide dorée dans quelques années... Encore une fois!



Sentra DLX 1991. 11 290 \$*



*CAA est une marque déposée de l'Association canadienne des automobilistes. *P135 F pour la Sentra DLX 1991 TTP en us.

ALMA

Alma Nissan
665, rue du Pont sud
(418) 662-6300

BAIE ST-PAUL

Charlevoix Nissan inc.
971, rue Mgr de Laval est
(418) 435-6470

CHICOUTIMI

Saguenay Nissan inc.
2315, boul. St-Paul
(418) 549-0007

L'ANGE GARDIEN

Automobile Prime Roberge inc.
6964, boul. Ste-Anne
(418) 822-1475

MATANE

Automobiles Bouffard
786, av. du Phare est
(418) 562-2440

QUEBEC

Pélém Nissan Eng.
1150, 18^e rue
(418) 647-1822

SEPT-ÎLES

Sept-Îles Nissan inc.
115, rue Mgr Blanche
(418) 968-6000

ST-GEORGES-DE-BEAUCE-EST

B. Sirois Autos inc.
11280, 2^e avenue
(418) 228-9708

STE-FOY

Ste-Foy Nissan Ltee
2060, boul. Charest ouest
(418) 681-7371

VICTORAVILLE

Automobiles Chartier & Boulanger
1429, rue Notre-Dame ouest
(819) 758-0524

BAIE COMEAU

Baie Comeau Nissan
161, boul. LaSalle
(418) 296-3422

BONAVENTURE

Bonaventure Nissan
338, rue Port Royal
(418) 534-3339

GASPÉ

Gaspé Nissan inc.
158, boul. Gaspé
(418) 368-6226

LEVIS

J.-E. Dallaire Auto inc.
75, rue Kennedy
(418) 835-1718

MISTASSINI

Garage Rousseau et fils Ltee
177, boul. Dequen
(418) 276-2206

RIMOUSKI

Rimouski Nissan inc.
770, boul. St-Germain ouest
(418) 723-3594

ST-FÉLICIEN

St-Félicien Nissan inc.
791, boul. Sacré-Coeur
(418) 679-3770

ST-RAYMOND

St-Raymond Nissan inc.
144, rue St-Jacques
(418) 337-4646

THETFORD MINES

Poulin & Beaudoin Nissan Ltee
1923, rue Notre-Dame nord
(418) 338-4636

VILLE VANIER

Capitale Nissan
125, rue Marais
(418) 681-0011

L'ensemble des relations Bush-Gorbatchev est menacé

(AP, AFP, Reuter) — Le président George Bush a déclaré hier soir à New York que la répression soviétique dans les pays baltes menaçait non seulement le commerce américano-soviétique, mais aussi l'ensemble des relations entre les États-Unis et l'URSS.

« Je ne le veux pas (...), c'est dans notre intérêt d'œuvrer en étroite coopération avec l'URSS, mais lorsqu'on voit la répression contre les Baltes, il est très difficile d'avoir une relation normale, de ne rien dire », a souligné M. Bush en réponse à des questions d'hommes d'affaires devant lesquels il venait de prononcer un discours sur l'économie américaine.

« Il y a des limites à ce que nous pouvons faire tant que nous ne serons pas sûrs qu'il s'agit d'une anomalie et non d'une nouvelle politique », a-t-il dit.

De son côté, lors d'une apparition surprise à la télé, le président Mikhaïl Gorbatchev a affirmé hier à Moscou qu'il compte maintenir à tout prix l'unité de l'Union soviétique et a exhorté les Soviétiques à participer au référendum du 17 mars sur l'union.

La déclaration de Gorbatchev

est celle qui indique le plus clairement jusqu'ici sa détermination de ne laisser aucune des 15 républiques faire sécession, comme le désirent notamment les trois républiques baltes.

Le référendum du 17 mars, le premier de l'histoire de l'URSS, demandera à la population si elle entend maintenir l'Union soviétique en tant que « fédération renouvelée de républiques souveraines jouissant de droits égaux ».

Le président a rappelé qu'il considérait comme « juridiquement infondés » les sondages que s'approprient à organiser sur la question de leur indépendance les Estoniens et les Lituaniens. L'Estonie a quand même annoncé hier qu'elle maintient son référendum du 3 mars tandis que le président lituanien Landsbergis avait déjà rejeté mardi comme une « ingérence inadmissible » l'interdiction par Gorbatchev du sondage de samedi.

Dans son allocution télévisée, Gorbatchev a déclaré que les deux républiques baltes cherchaient des prétextes pour ne pas participer au référendum de mars.

Outre la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie, la Géorgie et l'Arménie ont annoncé leur intention de boycotter le référendum.

Sus aux libéraux

De son côté, dans une autre preuve du retour en force des conservateurs, le quotidien *Pravda* du Parti communiste s'est attaqué hier aux libéraux et aux radicaux et a fait appel aux membres du parti pour aider à restaurer l'ordre en URSS.

Dans un article, le partisan de la ligne dure, Yegor Ligachev, s'en

est pris aussi à son opposant Gorbatchev qui ne tient pas compte du parti, la seule organisation capable à son avis de résoudre la crise.

Maire de Leningrad

Pour sa part, le maire de Leningrad, M. Anatoly Sobtchak, estime, dans une interview publiée hier par le quotidien français *Le Monde*, que « Gorbatchev devra démissionner » si le résultat du 17 mars « est négatif ».

Par contre, « si le résultat du référendum est positif, affirme M. Sobtchak, ça renforcera Gorbatchev et le confortera dans sa volonté d'employer la force. Mais en même temps, ça durcira l'opposition des républiques, si bien que

la situation conflictuelle va encore s'aggraver. »

Enfin, on a appris hier la mort d'un cameraman soviétique blessé le 20 janvier lors de l'assaut des « berets noirs » sur le quartier gé-

néral de la police à Riga, en Lettonie, ce qui porte à six le nombre de morts lors de cette attaque et à 21 les victimes d'événements sanglants dans les pays baltes depuis le 13 janvier.

Une tourbière US livre les restes d'un mastodonte

GENESEO (AP) — Des ouvriers du bâtiment qui creusaient dans une tourbière de l'État de New York ont découvert le squelette presque complet d'un mastodonte, un éléphant disparu ayant parfois quatre défenses et vieux de dix à 12 000 ans.

Le mastodonte vivait au sud des Grands Lacs, jusqu'à la fin de l'ère glaciaire. Les squelettes complets sont rarissimes. « L'ensemble du squelette était étendu tel qu'il était quand l'animal est mort. Toutes les vertèbres du cou sont alignées », a expliqué Bob Anemone, anthropologue à l'Université de l'État de New York à Geneseo.

Le squelette a été découvert il y a environ deux semaines lorsque le crâne a été ramené par une excavatrice. Mardi, près de 90 % du squelette avait été mis au jour. Le lieu exact de la découverte n'a pas été révélé.

Il était à 1,50 m de profondeur. Les paléontologues pensent qu'il s'agissait d'un mâle pesant cinq ou six tonnes et mesurant entre 2,40 m et 2,70 m au garot, soit la taille d'un éléphant des Indes actuel. Les mastodontes ont disparu rapidement à la fin de l'ère glaciaire après une existence de 12 à 15 millions d'années.

En Bref

Investiture d'Aristide

(PC) — Une délégation canadienne assistera à l'investiture du président élu d'Haïti Jean-Bertrand Aristide aujourd'hui à Port-au-Prince. Outre la ministre des Relations extérieures et du Développement international Monique Landry, la délégation canadienne comprend les conservateurs Nicole Roy-Arcelin, de Ahuntsic, et Guy Ricard, de Laval, le libéral de Saint-Denis Marcel Prud'homme et du néo-démocrate de Windsor-Saint-Clair Howard McCurdy. Le Québec est représenté par le ministre de la Francophonie Guy Rivard et les députés Jean-Claude Gobe et Carmen Juneau.

Dissident condamné

LA HAVANE (AFP) — Le dissident cubain Samuel Martinez Lara a été condamné hier à trois ans de liberté surveillée. Lara, un psychiatre âgé de 38 ans, qui affirme être inspiré par le modèle de la perestroïka soviétique, était accusé de projeter « la prise du pouvoir politique, le renversement du système socialiste, et l'instauration d'un régime bourgeois » à Cuba.

Un mariage invivable

VARSOVIE (AFP) — Deux vieux époux ont déposé une demande de divorce parce qu'ils « se haïssent à tel point qu'ils ne peuvent plus vivre ensemble sous le même toit ». Le mari est âgé de 88 ans, alors que sa femme en compte 87.



RÉSULTATS

Loto-Québec



Tirage du 31/02/06

7	15	16	22	27
33	36	37	38	42
45	48	49	51	55
58	62	63	65	67

Vous pouvez miser jusqu'à 21 h les soirs de tirages

Prochain tirage: 31/02/08

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.



Un cadeau de la Saint-Valentin, à la fois amusant et pratique

UN BOXER FLUO

ou à la senteur de fraise

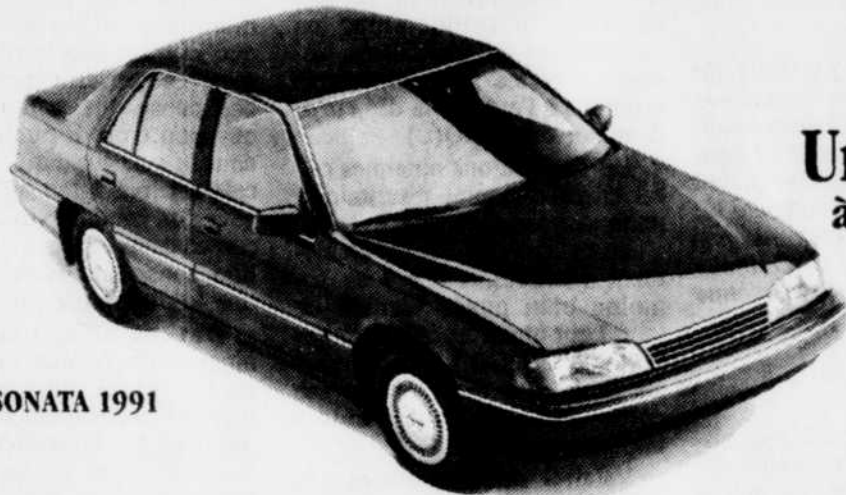
à partir de **999\$** (Rég. 20\$)

Sans Dessous

PLACE de la CITÉ

Entre Place Laurier et Place Ste-Foy
Stationnement intérieur gratuit

C'est du vrai vol!



SONATA 1991

Une Sonata 1991 à partir de **11 995 \$** seulement!

- Désembueurs de glaces latérales • Sièges baquets inclinables avec appuis-tête réglables • Freins servo-assistés • Essuie-glace à vitesse variable et balayage intermittent • Boîte à gants verrouillable • Système de chauffage quatre vitesses • Console de luxe avec coffret à cassettes • Point d'attache pour siège d'enfant • Verrouillage de sécurité des portes arrière • Éclairage et garniture de protection dans le compartiment à bagages • Dégivreur électrique de lunette arrière avec minuterie • Pneus radiaux Michelin quatre saisons ceinturés d'acier ... et j'en passe!

Une Excel 1991 à partir de **6 995 \$** seulement!



EXCEL 1991

- Pneus radiaux Michelin quatre saisons ceinturés d'acier • Direction à crémaillère • Télécommandes d'ouverture du coffre et du volet de réservoir • Deux rétroviseurs extérieurs télécommandés • Système de son à quatre haut-parleurs avec radio AM/FM à syntonisation électronique • Console centrale pleine grandeur • Point d'attache pour siège d'enfant et verrouillage de sécurité des portes arrière • Compartiment à bagages éclairé et moqueté • Colonne de direction inclinable • Compte-tours • Montre numérique à quartz • Plafonnier à délai de fermeture • Essuie-glace à vitesse variable et balayage intermittent ... et j'en passe!



SCOUPE 1991

Une Scoupe 1991 à partir de **9 895 \$** seulement!

- Banquette arrière à dossier rabattable 60/40 • Système de son à quatre haut-parleurs avec radio AM/FM à syntonisation électronique • Pneus radiaux Michelin quatre saisons ceinturés d'acier • Glaces teintées avec bande ombrée à l'avant • Télécommandes d'ouverture du coffre et du volet de réservoir • Sièges baquets avant inclinables • Deux rétroviseurs extérieurs télécommandés • Moquette dans le compartiment à bagages • Freins à disques ventilés et servo-assistés • Transmission manuelle cinq vitesses • Direction à crémaillère • Suspension indépendante aux quatre roues • Essuie-glace à vitesse variable et balayage intermittent ... et j'en passe!

NOUVEAU ET AMÉLIORÉ!

L'ÉVÉNEMENT «AU VOLEUR»!

LA QUALITÉ ENGENDRE LA CONFIANCE

Garantie* globale limitée : 3 ans / 60 000 km
Garantie du groupe motopropulseur : 5 ans / 100 000 km
*Renseignements complets chez le concessionnaire

HYUNDAI
Un achat intelligent!



*P.D.S.F. pour Sonata GL 1991 : 12 995 \$ moins remboursement de 1 000 \$ remis au concessionnaire. Excel L 1991 : 7 995 \$ moins remboursement de 600 \$ remis au concessionnaire. Scoupe de base 1991. T.P., T.P.S., transport, immatriculation et préparation en sus. Renseignements sur les frais de transport et de préparation auprès des concessionnaires participants.

Ste-Foy Hyundai
2650, Dalton
Ste-Foy 654-9292

Automobiles Lévo Ltee
144, rte. Kennedy
Lévis 833-7140

M. Lessard Ltee
659, boul. St-Joseph
Québec 623-5471

Luxoto Inc.
484, Côte Joyeuse
St-Raymond
1-800-463-3818

Hyundai Laurier Station
164, boul. Laurier
Laurier Station
728-4044

Hyundai St-Georges
105 55, 1ère Avenue
St-Georges Est
Comté de Beauce 228-8814

Cité Hyundai
150, boul. Taché ouest
Montmagny 248-7877

Rivière-du-Loup Hyundai
289, Témiscouata
Rivière-du-Loup
862-8144

Rimouski Hyundai
375, boul. Ste-Anne
Pointe-au-Père
724-2231

Garage C. L. Auto Inc.
163, boul. LaSalle
Baie Comeau
296-8824

Porlier Automobiles Inc.
100, Napoleon
Sept-Îles 962-1828

Gaspésie Auto Inc.
Route 132
Bonaventure ouest
Bonaventure 534-2191

Île de la Madeleine
Chemin des Caps
Fatima, Île de la Madeleine
986-5566

Garage Jean-Roch Thibeault
909 MGR de Laval
Baie St-Paul
435-2379

Hyundai s'implante chez nous pour mieux nous servir

ÉDITORIAL

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:
PIERRE DES MARAIS IIÉditeur adjoint et rédacteur en chef
et directeur de l'édition:
J.-JACQUES SAMSONVice-président exécutif:
DENIS CLICHEPrésident et Éditeur:
ROBERT NORMANDDirecteur de l'information:
DENIS ANGERS

Le Canada, un pique-assiette

Le Canada a finalement réussi à se faire inviter au banquet de négociations, organisé par les États-Unis, en vue d'un accord de libre-échange avec le Mexique. Mais pour avoir droit au repas, il lui faudra rester discret sinon on l'invitera à quitter la table.

Lorsque le premier ministre du Canada prétend que nous ne signerons pas une entente qui ne nous plairait pas, il oublie pourquoi nous avons souhaité une entente tripartite, quand les États-Unis et le Mexique ont commencé à parler de libre-échange entre eux.

Parce que le Canada n'avait encore rien initié avec le Mexique, lorsqu'il a signé l'entente de libre-échange avec les États-Unis, il se retrouve aujourd'hui dans le rôle du pique-assiette. Et il lui devient difficile d'exiger quoi que ce soit, dans sa position de demandeur, de celui qui doit être là pour savoir ce qui se trame.

Il ne faut rien se cacher : le Canada n'a pas vraiment le choix. En son absence, ses deux voisins pourraient convenir d'ententes servant leurs intérêts particuliers, même à son détriment. Donc, mieux vaut être là et essayer d'y trouver son profit.

Mais nos négociateurs devront faire preuve d'imagination et ne jamais oublier qu'ils doivent défendre nos intérêts d'abord.

Là comme dans le conflit avec l'Irak, le président Bush veut faire vite. Ce n'est pas toujours la meilleure stratégie mais cela impose des imprudences à l'adversaire. Canadiens et Mexicains devraient s'allier pour sauvegarder certaines valeurs auxquelles tiennent nos sociétés, menacées par l'éléphant étatsunien.

Ils risquent cependant plus de s'affronter dans certains dossiers ; ce sont les États-Unis qui en profiteront.

Déjà l'accord de libre-échange Canada-États-Unis souffre des exigences de notre voisin immédiat qui ne semble pas comprendre pourquoi quelqu'un résisterait à l'intégration, à l'assimilation pure et simple dans son paradis de matérialisme économique.

Un sondage Gallup révélait, au début de l'année, que 52 % des Canadiens n'aiment pas l'entente que nous avons signée avec les États-Unis et que seulement 3 % la croient avantageuse pour le Canada.

Entre la réalité et cette méfiance, il faut faire la part du climat actuel et du discours antilibre-échangiste. Il reste que les politiques économiques pratiquées par Ottawa ont mal servi la cause. Les taux d'intérêts trop élevés et le dollar canadien surévalué ont fait plus de mal aux exportations et aux industries canadiennes que le libre-échange, constatent plusieurs experts.

De plus, Ottawa n'a pas mis en place les programmes de recyclage et de formation de la main-d'œuvre promis. Certains secteurs industriels des États-Unis continuent dans trop de domaines, de chercher à déjouer les nouvelles règles du jeu. Un rapport récent au Congrès conteste des mesures visant à protéger notre culture et certains secteurs tels l'agriculture, l'automobile, les bières et vins. Pourtant il leur reste une huitaine d'années pour vaincre les résistances canadiennes !

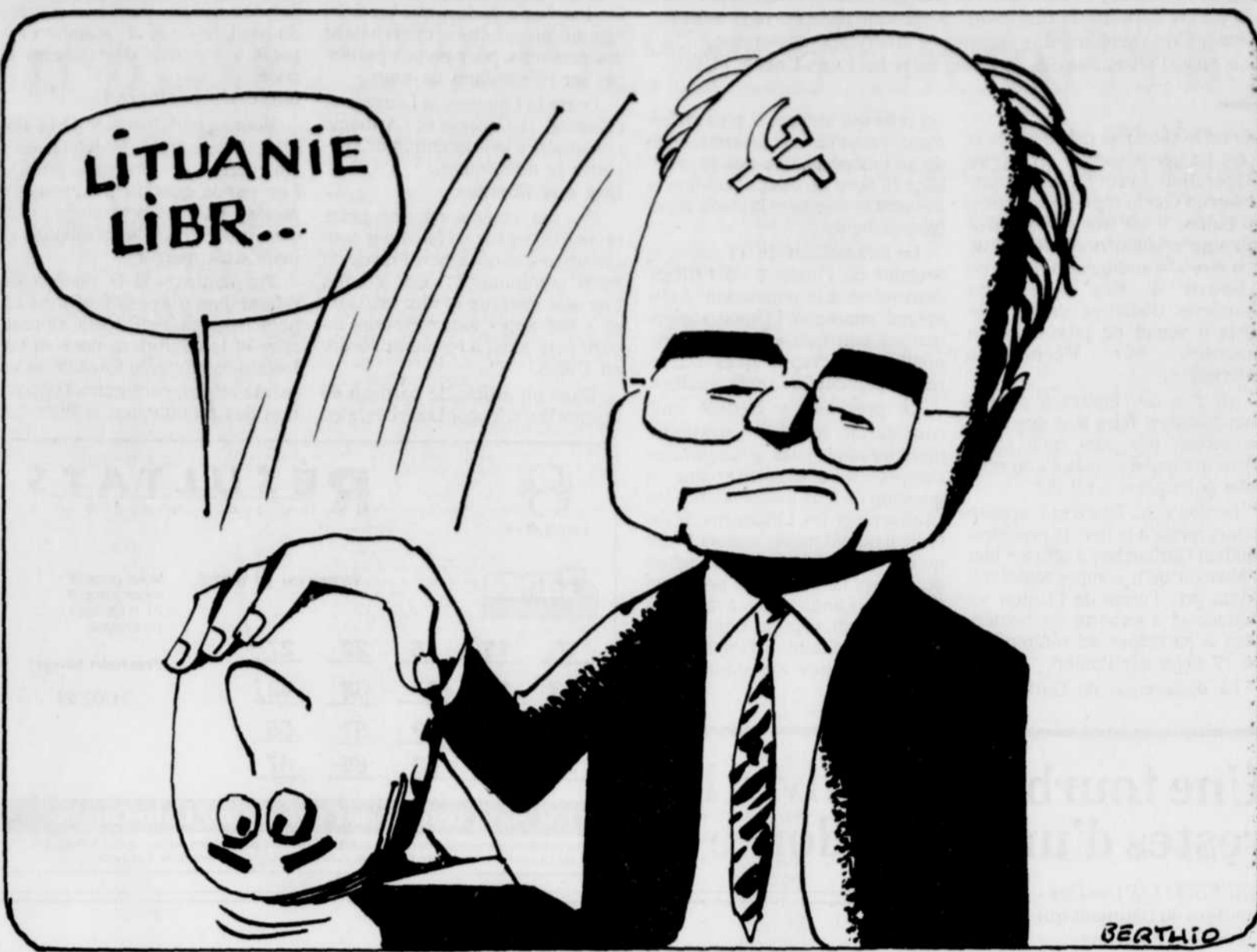
Le vieux rêve étatsunien d'une Amérique unifiée de l'Alaska jusqu'à la Terre-de-Feu — M. Bush se contente, pour l'instant, d'une intégration s'arrêtant au Yucatan — n'a jamais été si prêt de se réaliser. La zone d'influence des États-Unis sur le grand espace continental américain était évoquée par la doctrine Monroe, dans les années 1820... Personne ne devrait être surpris.

Le dollar américain n'a plus de frontières et ceux qui en possèdent s'imaginent pouvoir régir le monde. Le Mexique a besoin de dollars pour dépanner son économie handicapée par des politiques mal orientées ou court-circuitées par des intérêts particuliers.

Mais pour éviter la folklorisation, il lui faudra comme le Canada, rester sur la défensive, planifier et travailler dans une optique de développement national.

L'accès au grand marché reste un mirage s'il se fait aux dépens des populations. Aucun pays n'a le droit d'accepter de devenir un réservoir d'esclaves pour des maîtres étrangers. C'est une question de survie.

MARTINE R.-CORRIVAUULT



Mot à mot

Contre la discrimination sexuelle au travail

par Daniel GIROUX

(Interprétation partielle de l'entente de principe intervenue entre le Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) et le gouvernement en échange du retrait des plaintes déposées par le syndicat devant la Commission des droits de la personne (CDP).)

À la fin de la présente convention, les trois échelles de traitement qui demeureront en situation à l'intérieur d'un écart de 4,7 %. Dans chacune, la proportion de femmes sera similaire à la proportion de femmes dans l'ensemble du SPGQ. Par le seul effet des correctifs d'échelles, le sommet des échelles des cinq corps d'emploi discriminés sera haussé dans une proportion allant de 7,1 % à 11,8 % excluant les paramètres salariaux liés à l'indexation au coût de la vie. Au total, les augmentations et les correctifs salariaux varient de 19,95 % à 25,61 % pour les cinq corps d'emploi discriminés...

Les correctifs d'échelle pour les agentes et agents d'information, les agentes et agents cultu-

rels, les bibliothécaires, les traductrices et traducteurs, les travailleuses et travailleurs sociaux sont les plus importants accordés à l'ensemble des corps d'emploi du SPGQ...

Les majorations obtenues par les corps d'emploi discriminés, nettement supérieures à celles d'autres groupes, sont pleinement méritées, étant tous les moins bien payés jusqu'à ce jour. Leur importance met en relief que le SPGQ n'a pas troqué les droits des membres de ces corps d'emploi pour d'autres impératifs.

Valait-il mieux prendre ces correctifs avec leur portée partiellement rétroactive au 1er janvier 1990 ou attendre mieux de la CDP et des tribunaux? Nous avons d'abord évalué les étapes qu'il nous reste à franchir devant la CDP. La nature des institutions créées par le gouvernement en pareille manière créant de nombreuses incertitudes et, surtout, les longues années prévisibles avant d'avoir une décision définitive nous ont fait opter pour des correctifs immédiats plutôt que lointains d'autant qu'ils sont, à notre connaissance, corrects et intéressants.

Le SPGQ a tenté d'obtenir un forfaitaire comme réparation du passé. L'employeur a sans ambages refusé catégoriquement, invoquant l'ensemble des règlements intervenus avec d'autres groupes ces derniers mois, y compris celui auquel il est arrivé avec le groupe discriminé sexuellement des infirmières. Ceci, à notre avis ne dispose pas

de la question. Les victimes de discrimination sexuelle systémique doivent-elles être compensées? Le gouvernement du Québec pense que non. C'est une question d'ordre public. Cependant la voie juridique menant à cela est tout à fait incertaine et pavée de tribunaux parce qu'aucun consensus social sur la question, consensus se reflétant dans une loi, n'est pas établi.

Devant cela, nous avons amené l'employeur, en échange du retrait des plaintes, à effectuer des corrections substantielles pour les bibliothécaires, les traductrices et traducteurs, les travailleuses et travailleurs sociaux et convenu d'une lettre d'entente qui indiquera que les correctifs pour les corps d'emploi faisant l'objet de plaintes devant la CDP ont été convenus par les parties à la lumière des résultats conjoints d'évaluation et tiennent compte de la preuve soumise devant la CDP...

Si l'entente est entérinée par les membres lors d'un vote qui se tiendra bientôt, le SPGQ retirera ses plaintes devant la CDP. La commission devra alors décider si les femmes du SPGQ qui étaient signataires de la plainte conservent des droits. La décision en droit ne nous appartient pas. À la commission de prendre ses responsabilités.

Nous avons le sentiment d'avoir pris la meilleure décision dans les circonstances. Comme toute forme de discrimination, la discrimination sexuelle systémique se reconnaît à ses effets et est inscrite dans le système de

rénumération. C'est une question de mentalité. Un règlement salarial aussi bon soit-il ne sera jamais suffisant pour faire évoluer les mentalités et faire prendre conscience à la population, au gouvernement et à tous les gestionnaires publics autant que privés qu'ils doivent questionner leur attitude face à leurs employés et réviser leur système de rémunération...

Peut-on parler de justice et d'efficacité lorsque des femmes qui prétendent être discriminées doivent passer le tiers de leur carrière à se débattre pour obtenir réparation. Pour être utile la justice doit être rapide. En ce qui concerne la discrimination sexuelle, nous ne pouvons pas parler de rapidité ni de justice.

Nos efforts doivent être orientés pour que des modifications législatives majeures soient apportées. Il est évident qu'il existe dans notre société des discriminations dont les femmes sont victimes. Les traiter à la pièce, sans encadrement législatif, avec le fardeau de la preuve aux femmes, permet aux employeurs de gagner de nombreuses années et n'établit pas clairement les droits. Notre employeur s'en sert abondamment dans le secteur public. Nous réclamons une loi proactive pour corriger la discrimination systémique faite aux femmes. De telles législations existent dans d'autres provinces.

M. Daniel Giroux est le président du Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec.

Point de vue

Vrai mandat de Keith Spicer : penser le Canada sans le Québec

par Guy LAFOREST

Le Forum des citoyens sur l'avenir du Canada entend ces jours-ci son pèlerinage en terre québécoise. Les commissaires et le personnel du groupe de consultation sillonnent le Québec au cours des prochaines semaines pour mener à bien le mandat qui leur a été donné par le gouvernement fédéral en novembre.

Il s'agira essentiellement de « recueillir et réunir les idées des citoyens sur leur vision de l'avenir » ; puis de « favoriser le dialogue en réduisant la méfiance qui ralentit le règlement d'un si grand nombre de questions à l'échelle nationale ». Dirigé par Keith Spicer, le groupe de consultation doit être replacé dans une stratégie d'ensemble du gouvernement Mulroney dont l'objectif principal est on ne peut plus transparent : sauver le régime fédéral canadien conçu en 1867 et partiellement remanié en 1982...

Pendant que le Forum Spicer consultera les citoyens un autre comité, coprésidé par Gérard Beaudoin et Jim Edwards, se penchera sur

la formule d'amendement, pour tenter de contourner l'exigence d'unanimité qui a fait déraiper l'entente du lac Meech. Nous venons aussi d'apprendre que des sous-ministres et autres hauts fonctionnaires sont à revoir de fond en comble le partage des pouvoirs entre Ottawa et les provinces, pour préparer une riposte aux propositions québécoises.

Les membres du Forum des citoyens sur l'avenir du Canada savent que la partie sera difficile pour eux au Québec. Ils arrivent chez nous en quelque sorte trop tard.

Leur action vise à maintenir l'unité d'un pays et d'un régime politique qui sont déjà morts dans le cœur d'une majorité de Québécois. Ces derniers sont prêts au dialogue, mais sur d'autres bases que celles qu'on s'approprie à leur proposer.

L'échec de l'accord du lac Meech a eu pour conséquence immédiate de tuer le dernier espoir de ceux qui ont cru, honnêtement, et raisonnablement, à une reconstruction dualiste et asymétrique du fédéralisme canadien.

Le rapport Allaire représente

une remarquable démonstration de l'épuisement de cet espoir. Le Parti libéral du Québec et ses dirigeants ont été pendant longtemps les plus grands défenseurs d'un fédéralisme généreux, capable de comprendre la nécessité d'un statut particulier pour le Québec. Le rapport Allaire est marqué au sceau de l'amarantisme de ces gens.

À la lecture du rapport Allaire, à celle du document préliminaire préparé par les coprésidents de la Commission parlementaire sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, les membres du Forum Spicer prendront conscience de l'impossibilité de concilier les nationalismes canadien et québécois à l'intérieur des structures actuelles du fédéralisme. Il s'agit bel et bien d'une opposition irréductible entre des nationalismes.

Comme le rapport Allaire le dit explicitement à maintes reprises, le rêve d'homogénéisation nationale associé à la Constitution de 1982 s'oppose à l'idée de dualité politique chère au Québec, à toute véritable reconnaissance de la spécificité du Québec.

Le document préliminaire de la

Commission Bélanger-Campeau va dans le même sens lorsqu'il affirme que « l'opposition des visions politiques, des perceptions et des identités nationales est devenue telle que l'accommodement des différences, dans le cadre des arrangements actuels, pourrait être désormais irréalisable ».

Pour faire un travail utile, les membres du Forum Spicer devront d'abord reconnaître lucidement la profondeur de l'impasse. Il leur faudra passer par un bouleversement encore plus fort que celui qui avait fait vaciller André Laurendeau, il y a 25 ans, à l'époque de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.

Pendant ces années à la tête de la commission, Laurendeau en était venu à intervenir l'ordre de ses priorités, subordonnant en bout de route la dualité linguistique à la recherche d'un statut particulier pour le Québec.

Parce que le Québec d'après la saga du lac Meech n'acceptera rien de moins qu'une pleine et entière reconnaissance de sa nature en tant que communauté nationale autonome, les membres du Forum Spicer

devraient reformuler le sens de leur mandat.

Un véritable partenariat, une reconstruction communautaire, appartiennent encore à l'ordre du possible dans la redéfinition des rapports entre le Québec et le Canada. Sauf que de tels réaménagements demeureront improbables tant que les Canadiens de l'extérieur du Québec ne se seront pas une fois pour toutes résolus à penser leur pays, leur nation, sans le Québec.

Le Québec n'est pas indispensable à l'existence d'une nation canadienne, contrairement à ce que l'on lit souvent.

Il y a au Canada anglais un réseau institutionnel, une organisation des réalités socio-économiques, une culture politique et une littérature qui lui permettent de prétendre au statut de société distincte, de nation originale en Amérique.

Comme Christian Dufour l'a brillamment démontré dans *Le défi québécois*, l'identité québécoise a souvent servi de rempart en Amérique à l'identité canadienne. Dans un fédéralisme ouvertement dualiste et asymétrique, le Québec aurait peut-être pu s'accommoder encore

de ce rôle. Cela est toutefois impossible après l'échec de l'accord du lac Meech.

Parce que le Québec voudra désormais tous les pouvoirs qui lui permettront d'assurer la promotion de son identité distincte, parce que cela l'amènera inévitablement à opérer une rupture avec le régime fédéral, le Canada n'aura pas le choix. Le Canada et les Canadiens devront surmonter leurs craintes et apprendre à s'imaginer sans le Québec.

Le Québec et le Canada sont engagés dans une dynamique de rupture. Je pense même que les acteurs politiques qui voudront freiner ce mouvement n'y parviendront pas. Dans ce contexte, le Forum Spicer doit veiller à empêcher que l'on continue à s'illusionner sur l'avenir.

Le Canada doit d'abord se repenser et se restructurer, sans le Québec, pour qu'un dialogue en bonne et due forme puisse voir le jour.

M. Guy Laforest est professeur au département de Sciences politiques de l'université Laval.

LES IDÉES DU JOUR

La réforme de C. Ryan n'est qu'un projet fossile

par Bernard VACHON

M. Bernard Vachon est professeur au Département de géographie de l'UQAM et directeur du Groupe de recherche en aménagement et développement des espaces ruraux et régionaux (GRADERR-UQAM).

La réforme Ryan s'inscrit tout à fait dans le modèle de la concentration : consolidation de trois axes de développement polarisé par Montréal, Québec et Trois-Rivières, accompagnée du dépeuplement des régions rurales périphériques et de la déstabilisation des régions intermédiaires.

Or, ce modèle répond essentiellement aux impératifs d'une certaine logique économique qui repose sur la croyance que la proximité, donc la concentration des équipements et des hommes, est indispensable à toutes formes de développement et que d'autre part, l'affermissement de la vitalité économique de quelques pôles (en l'occurrence Montréal et Québec) génère, par effet d'entraînement, la « richesse » des régions périphériques.

Logique boîteuse

Les trois dernières décennies n'ont-elles pas suffisamment démontré les carences de cette logique de développement. Les régions éloignées n'ont cessé de s'appauvrir et de se dépeupler.

Partout on est en attente de développement, de ce développement devant être induit par la dynamique de croissance des centres. Et que dire de la situation des centres ? 11,5 % de chômage à Montréal, des centaines de milliers de personnes dépendantes de l'aide sociale, 20 000 sans-abri ; près de 9 % de chômage à Québec, plus de 3000 sans-abri, le nombre de prestataires du Bien-être social qui ne cesse de croître.

À ces maux s'ajoutent la violence, le désenchantement et le désespoir des jeunes, le gaspillage de la ressource humaine, souvent qualifiée, qui n'est pas sollicitée à bâtir, à innover, à imaginer.

Le gaspillage du capital humain est le plus grand gâchis de notre civilisation de fin de siècle. Abandonnée à la logique d'une mécanique économique qui a de

plus en plus de ratés, l'imagination politique est sclérosée, pétrifiée, incapable du moindre soubresaut critique et moins encore créatif.

On ne gère plus le développement et la croissance, on se dispute les maigres ressources financières disponibles.

On demande aux élus locaux de faire des miracles avec des budgets de misère alors que l'État dilapide ressources humaines et financières par manque de vision, d'idées innovantes et de leadership.

De guerre lasse

Les « coalitions » et autres mouvements de résistance qui surgissent aux quatre coins de la province, témoignent du ras-le-bol des populations à se faire bernier par des sommets économiques bidons, à se faire supprimer des services, à voir leur représentation politique disparaître (fusion de comtés), à assister impuissantes à l'épuisement des ressources au profit des régions centrales et d'autres pays, à être victimes d'une politique d'assistance érigée en système (chômage et bien-être social sont devenus des formes de revenu minimum garanti pour des centaines de milliers de personnes que l'économie dominante exclut de la force de travail : « non merci nous n'avons pas besoin de vos talents, bras et aptitudes »).

Les régions rurales et périphériques sont pauvres et sous-équipées très largement à cause du manque d'imagination du pouvoir politique et de la sclérose des technocrates incapables d'inventer et de promouvoir de nouveaux modèles d'occupation et de développement du territoire.

Changer de voie

L'urgence, c'est de rétablir l'imagination au pouvoir, c'est d'être audacieux. Pour sortir de la



La ruralité d'aujourd'hui est très différente de celle d'hier.

crise, il n'y a pas d'autres issues que de sortir des sentiers battus.

Choisir l'audace, voilà une option incontournable pour relever les immenses défis de la société des années 1990. Et pourquoi ne pas créer un « comité des idées audacieuses » au sein de votre ministère M. Ryan ?

Dans un contexte de crise, le talent du gestionnaire ne consiste pas à déplacer les responsabilités financières, mais à imaginer et à mettre en place les conditions propices au foisonnement d'initiatives de développement.

D'autre part, la solution à la crise économique et démographique ne se situe pas dans le dépeuplement des régions rurales et la concentration sur quelques pôles et axes de croissance.

La disparition du monde rural et l'abandon des territoires périphériques ne sont pas des signes

de progrès de civilisation. Ils en sont plutôt des bavures.

Il faut au Québec une politique d'occupation du territoire, dont l'outil privilégié serait une véritable politique de développement régional, globale et intégrée, secondée par un plan de restructuration et de consolidation des entités municipales.

Le pouvoir politique doit reconnaître chaque région comme un partenaire à part entière de l'évolution de la société et conséquemment lui attribuer une « juste part » des aides budgétaires pour assurer son développement.

Cette reconnaissance des régions et de leur développement nécessite une décentralisation du pouvoir administratif afin de leur assurer une plus grande autonomie d'intervention dans les domaines du développement économique et de la gestion des affaires sociales et culturelles.

MRC méprisée

Mais une décentralisation véritable accompagnée de nouvelles sources de financement légitimées par la « juste part ». Or, l'élément du plan Ryan qui consiste à mettre fin à l'aide au financement des MRC (ce qui correspond à 7,6 millions \$), va tout à fait à l'encontre d'une telle attente.

Le retrait du ministère des Affaires municipales à ce chapitre est-il significatif du peu d'intérêt que porte l'État à l'égard de cette structure supramunicipale qui, après l'opération aménagement du territoire, devait accueillir des compétences décentralisées dans les domaines du développement économique, social et culturel ?

Quel avenir réserve-t-on à cette structure qui devait jouer un rôle de premier plan dans un processus de décentralisation ?

Alors que le gouvernement entretient le mystère et la confusion sur l'avenir des MRC, il ne faudra pas se surprendre de l'hésitation des municipalités locales à assumer le plein financement des MRC.

L'État disposera alors d'un argument de poids pour remettre en cause les MRC et du même coup supprimer le « contenant » de la décentralisation.

Le développement en région est étroitement lié au développement rural. Or la ruralité d'aujourd'hui est très différente de celle d'hier, elle n'est plus qu'agricole et forestière, mais multifonctionnelle c'est-à-dire résidentielle, commerciale, industrielle, touristique.

À ce titre, son développement nécessite une nouvelle approche et une concertation accrue entre les ministères.

POUR UN CARNAVAL CHAUDEMENT VÊTU LATULIPPE

LE PLUS GRAND CHOIX DE MITAINES DOUBLÉES À QUÉBEC
Hommes - Femmes - Enfants
12⁹⁵ à 63⁹⁵

GANTS DE CUIR
doublés d'un gant de laine
Hommes - Dames
28⁵⁰ à 41⁹⁵

PASSE-MONTAGNE
5³⁹ à 13⁵⁰

TUBE DE COU
2⁷⁵ à 4⁷⁵

BAS CHAUFFANTS À PILES
Laine Sox
26⁹⁵

HABITS DE MOTONEIGE 1 PIÈCE
Nylon imperméable
Confortables, résistantes aux intempéries.
Doubleure maitressée anti-gel.
Pour le travail ou le sport.
78⁹⁵ à 139⁹⁵

TUQUES DE MARIN
3⁰⁹ à 9⁵⁰
Très populaires

DOUBLURES DE FEUTRE
Doublures de remplacement pour bottes de motoneige, bottes Sorel et Muk-Luks
Hommes - Femmes - Enfants
5⁹⁵ à 23⁹⁵

SEMELLES DE FEUTRE
89[¢] à 1⁷⁹

HABITS DE MOTONEIGE DEUX PIÈCES
Nylon résistant aux intempéries, doublure anti-gel piquée
105[¢] à 215[¢]
GARANTIS SOUS ZERO

CHEMISES DE FLANELLE
Couleurs variées, épaisses, chaudes et robustes
10⁹⁵ à 37⁹⁵

SOUS-VÊTEMENTS HOMMES
Thermal ou ordinaires
1 ou 2 pièces
14⁵⁰ à 49⁹⁵

GRABBER MYCOAL
L'AUTENTIQUE CHAUFFE-MAINS OU PIEDS
Réchauffe immédiatement
CONTIENT 2 RÉCHAUFFEURS
2²⁹ (taxes incluses) T.P.S. et T.P.V.
Température maximale, 107°F (42°C)
Température moyenne, 100°F (38°C)
Dure 6 heures (moyenne)

CHAUDES BOTTES pour hommes
Avec doublure amovible. Plusieurs modèles en spécial
30[¢]
Assortiment incomplet de pointures

MUK-LUKS
TYPE MILITAIRE NYLON IMPERMÉABLE BLANC
Importation ou canadiennes
34⁹⁵ à 229⁹⁵

MAGASIN LATULIPPE

637, RUE ST-VALLIER OUEST, QUÉBEC
Tellement facile de stationner — 529-0024

Note: Certains prix comprennent les taxes fédérale et provinciale clairement indiquées sur l'étiquette des marchandises en magasin.

FUTURS COUPLES... PROFITEZ

AMEUBLEMENTS

DE CETTE GRANDE VENTE!

VENTE DU MILLION

2
DERNIÈRES SEMAINES

40 000 \$

D'ARGENT COMPTANT À GAGNER**

PRIX RÉDUITS SUR TOUTE LA MARCHANDISE

PLUS DE 15 MILLIONS D'INVENTAIRE EN MEUBLES - ÉLECTROMÉNAGERS - ÉLECTRONIQUE

MISE DE CÔTÉ GRATUITE - 18 MOIS

MOBILIER DE CHAMBRE SOUTH SHORE

Plate-forme en sus

599\$
6 pièces



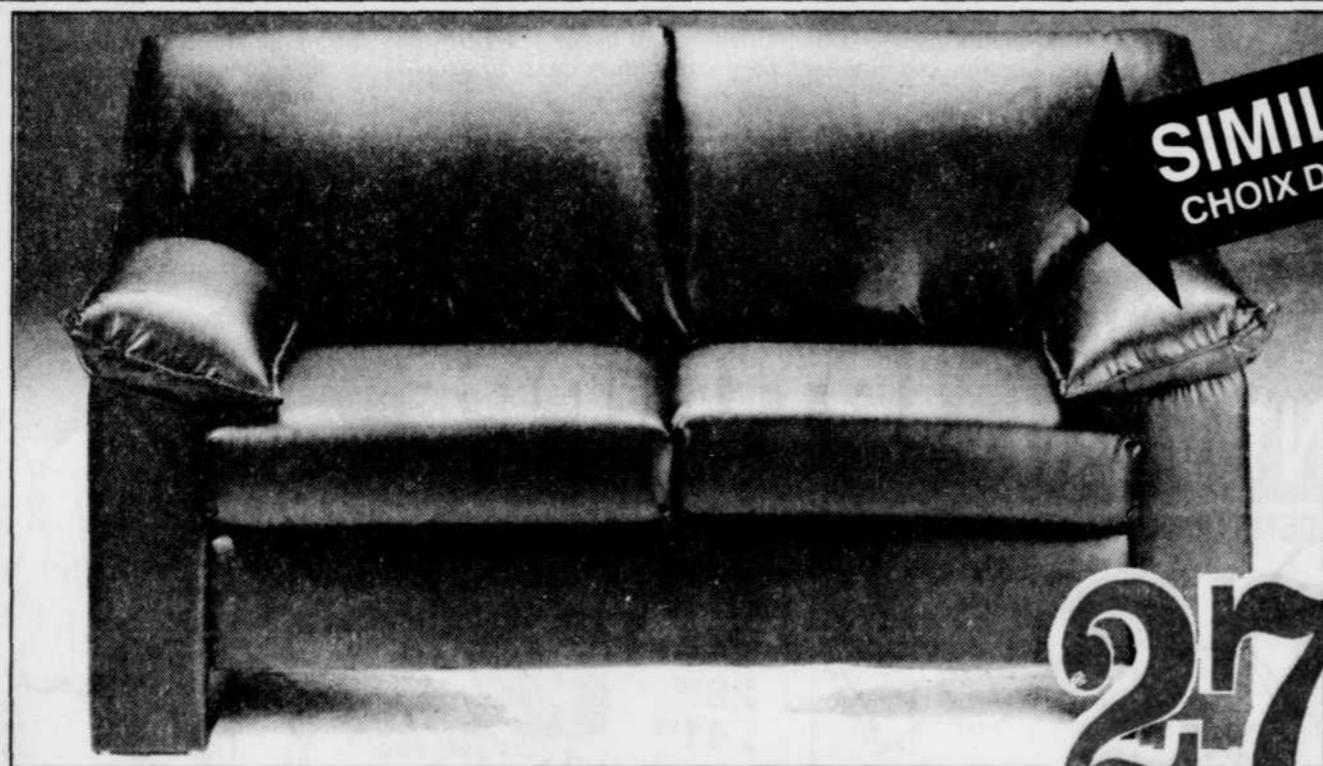
SIMILI-CUIR
choix de couleurs

CAUSEUSE

Vic Line

369\$

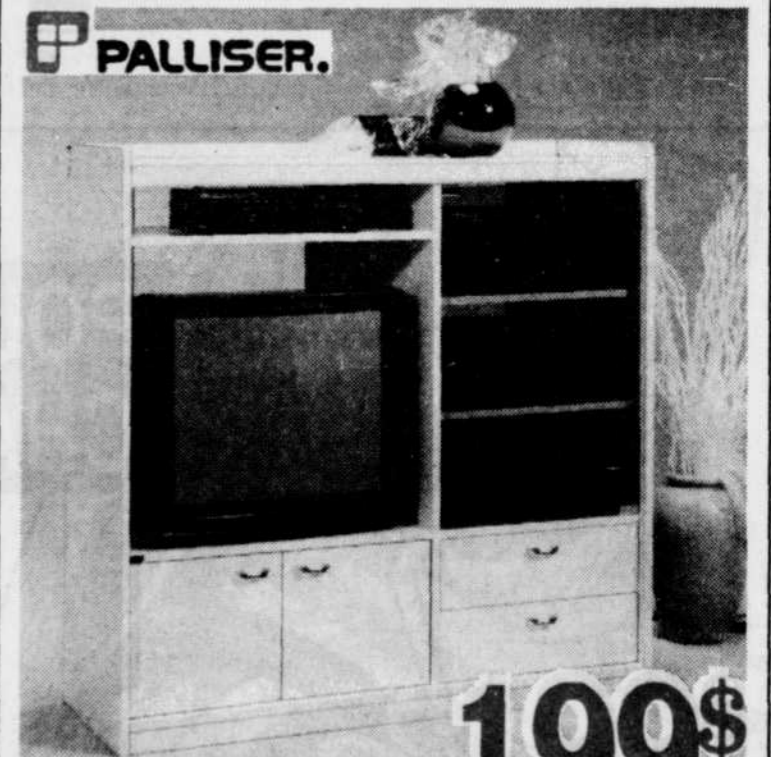
Sofa et fauteuils disponibles



SIMILI-CUIR
CHOIX DE COULEURS

279\$

CAUSEUSE EXPANSION



PALLISER.

Centre divertissement
Egalement disponible en noir

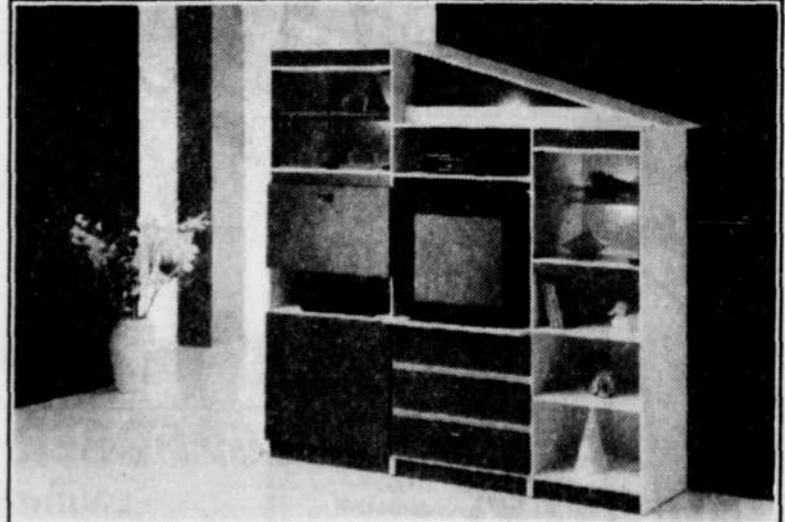
199\$

MOBILIER DE CUISINE LIBERTY

449\$
5 pièces



DESSUS STRATIFIE



BIBLIOTHÈQUE

Mélamine blanche et granit
Choix de couleurs

389\$

**Règlements en magasin — CARTES DE CRÉDIT ACCEPTÉES

LIVRAISON ET SERVICE GRATUITS À LA GRANDEUR DE LA PROVINCE!

LÉVIS: 833-4511
PLACE TANGUAY

BEAUPORT: 667-6282
535, BOUL. SAINTE-ANNE

LES SAULES: 871-4411
CARREFOUR LES SAULES
5150, BOUL. L'ORMIERE

TROIS-RIVIÈRES: (819) 373-1111
2200, DES RÉCOLLETS

LIVRAISON ET SERVICE: 872-2242